

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA MODIFICATION A APPORTER

AU

RÉGIME SUCCESSORAL

EN VUE D'ENRAYER LA

DIMINUTION DE LA NATALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 19 Juin 1920, à 2 heures

PAR

Max LALÈRE

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. WAHL, Professeur

*Suffragants : { MM. JACQUELIN, Professeur
BARTIN, Professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA MODIFICATION A APPORTER

AU

RÉGIME SUCCESSORAL

EN VUE D'ENRAYER LA

DIMINUTION DE LA NATALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 19 Juin 1920, à 2 heures

PAR

Max LALÈRE

Avocat à la Cour d'Appel de Paris



Président : M. WAHL, Professeur.

*Suffragants : { MM. JACQUELIN, Professeur
BARTIN, Professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

DE LA MODIFICATION A APPORTER
AU
RÉGIME SUCCESSORAL
EN VUE D'ENRAYER
LA DIMINUTION DE LA NATALITÉ

INTRODUCTION

A mesure que la civilisation progresse, les besoins de chaque individu s'accroissent et comme conséquence il se produit une restriction dans la procréation de nouveaux individus.

En effet : 1° l'enfant coûte trop cher à élever ; 2° élever un enfant c'est se priver d'une quote-part de jouissance et de bien-être correspondant au coût d'entretien du descendant ; ces deux motifs au fond sont le même, mais sous le n° 1 il est envisagé sous son aspect positif, sous le n° 2 sous son aspect négatif. De plus là où il restera un patrimoine à transmettre à quelqu'un on sera tenté d'avoir l'héritier unique, afin qu'il puisse jouir du bien-être dont jouissaient les parents, ce qui existera d'autant moins que les héritiers seront plus nombreux.

Cette diminution de la natalité est donc un phénomène général en Europe, qui se manifeste même chez les peuples les plus prolifiques comme l'Allemagne ; le chiffre des naissances y est passé de 1902 à 1913 pour 10.000 habitants de 338 à 282. Or la France souffre de ce phénomène d'une manière particulièrement sévère depuis 1890. Une statistique du Ministère du Travail nous en donne un exemple : pour 10.000 habitants la moyenne annuelle des naissances a déchu de 1901 à 1910. Elle était de 230 en 1901, et en 1910 de 205. Bien plus en 1911 il y eut un excédent du nombre des décès sur le nombre des naissances, excédent chiffré à 34.869. Dans 38 départements, on enregistre plus de décès que de naissances en 1913. Cette situation inquiétante ne trouvait d'autre exemple qu'en Irlande.

La grande hécatombe de 1914 à 1919 vient aggraver cette situation. Le chiffre annuel des naissances n'a pu croître de toute évidence. Sa diminution est confirmée par les statistiques des années de guerre : en 1918 le total des naissances pour 77 départements s'élève à 399.041 ; ce qui fait une moyenne de 121 naissances pour 10.000 habitants. De plus ce chiffre de naissances a été formidablement dépassé par la liste du martyrologe, liste dont le total officiel est de 1.500.000 tués et disparus, d'après une communication faite à la chambre, par le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre ; sans compter ces victimes

de la guerre, il y a pour l'année 1918 un excédent de 389.575 décès sur le nombre des naissances.

Telle est la situation actuelle qui nous met en face d'un double danger social et national, danger social puisque cette dépopulation nous mène fatalement vers le néant ; ce danger social est même commun à toute société, puisque après la baisse de la natalité, chaque pays connaîtra comme nous la dépopulation en vertu de la loi naturelle exposée au début de ce chapitre. Ce sont les peuples civilisés qui mourront d'une mort très lente, mais certaine et dans cet acheminement vers la mort, nous sommes les « leaders ».

Le danger le plus concret est un danger national. Tant qu'il y aura des peuples de langues et de coutumes différentes, aux intérêts opposés, le plus désavantagé au point de vue du nombre subira le joug politique et économique du plus puissant. N'a-t-on pas encore distingué à la Conférence de la Paix de juin 1919 entre les *Grandes Puissances* et les *Petites Puissances* et est-ce que ce ne sont pas les *Grandes* qui dictaient leurs volontés aux *Petites* dans le domaine économique aussi bien que dans le domaine politique, comme si elles avaient le monopole de la Justice et cela même entre alliés ? De plus dans la future société des nations, les nations les plus puissantes auront le plus grand nombre de voix. Bref tant que la force jouera un rôle dans la vie des nations, il y

aura intérêt à être une nation la plus fortement organisée possible et suffisamment nombreuse.

Il ne faut pas exagérer dans le sens contraire et envier les rares puissances européennes qui surpeuplent encore, car on aboutit à la guerre, ainsi que le prétendait Napoléon Bonaparte. Inutile de vouloir accroître le nombre de ses enfants, il suffit d'en avoir un nombre suffisant.

Notre pauvreté en hommes a été un des facteurs de succès sur lequel l'Allemagne comptait en 1914. Et dire que si nous avions paru un peu plus forts, nous aurions évité la tourmente, doit être un argument de quelque valeur pour la génération qui a vécu l'atroce guerre. Sans doute on objectera que les vides seront comblés par un afflux croissant d'étrangers, qui formeront une France où les différentes races s'amalgameront comme ce fut le cas des Etats-Unis d'Amérique, peuplés par des émigrations successives provenant de différents pays. Je doute que l'amalgame en question se fasse si facilement. Dans les régions frontières on a constaté qu'il y avait formation de groupes ethniques à part, comme le faisaient les Italiens dans les Alpes-Maritimes et surtout dans le bassin de Briey. Beaucoup d'étrangers viennent en France gagner leur vie pendant un temps plus ou moins long et ne s'y fixent nullement. Donc les vides ne se combleraient pas intégralement

puisque la majorité des étrangers ne viennent pas renforcer la nation.

D'ailleurs ce danger national qu'on veut éviter, c'est que la France ne se désagrège avec ses traditions d'art, de gloire et de progrès alors qu'elle vient d'échapper à un étouffement brusque de la part d'un redoutable voisin. Je ne veux insister plus longuement sur la constatation de cette baisse de la natalité, sur la recherche de ses causes et de ses conséquences. De savants économistes l'ont fait amplement et suivent attentivement cette question d'une angoissante actualité.

Parmi les nombreuses réformes proposées pour tâcher d'enrayer ce suicide incompris, je me propose d'étudier la loi successorale comme moyen d'action coercitif sur l'état de mœurs déplorable que nous venons de constater. J'ai dit « moyen d'action coercitif » : en effet je crois que nous n'obtiendrons un résultat qu'à condition que les modifications de cette loi civile soient appliquées rigoureusement et entraînent des mesures d'exception, qui, frappant les particuliers en faveur de l'Etat, auront certainement un caractère inquisitorial, mais nécessaire pour décourager les fraudeurs.

Le seul désavantage de ce moyen d'action est qu'il ne s'appliquera pas à toutes les classes de la société ; on ne pourra évidemment atteindre que ceux qui ont quelque chose à transmettre. Mais c'est là que se

rencontre le plus souvent l'enfant unique, là où il y a pourtant des ressources pour en élever plusieurs. Frapper à cet endroit, c'est frapper là où le mal est le plus aigu. De plus, il ne peut y avoir un seul remède au problème de la dépopulation et je n'ai pas entrepris d'étudier comment on pourrait agir sur le monde de ceux qui ne possèdent rien.

Dans une première partie j'étudierai les différents systèmes proposés, qui ne me semblent pas de nature à avoir beaucoup d'influence sur la question de la natalité. Dans une deuxième partie j'exposerai les doctrines d'ailleurs toutes récentes qui m'apparaissent fournir les éléments nécessaires à la solution du problème que je m'efforce de résoudre.

Dans une troisième partie j'essaierai de jeter les bases d'un système pratique de modification de la loi successorale en vue d'enrayer la diminution de la natalité par une synthèse de ce qui me semble le plus efficace dans les projets étudiés dans la deuxième partie.

CHAPITRE PREMIER

De la liberté testamentaire.

On a d'abord cherché à donner au père de famille un pouvoir de tester plus grand que celui qui lui a été accordé par le Code Napoléon. Je me contenterai d'indiquer les traits généraux de cette doctrine très connue et très critiquée. L'économiste Le Play (1806-1882) en a développé largement les principes dans ses ouvrages *l'Economie sociale, la Monographie des ouvriers européens et la Réforme sociale en France*. Il établit une relation entre l'autorité du père de famille et l'augmentation de la natalité. Les efforts joints de la famille sous la direction du père peuvent nourrir plus de bouches que ne pourraient le faire ce patrimoine divisé et ces efforts épars. Puis il distingue trois sortes d'organisation familiale : 1^o la famille patriarcale avec propriété collective ; 2^o la famille instable ou système du partage forcé ; 3^o la famille souche comportant le droit d'ainesse avec soultes, et avant tout une large liberté testamen-

taire. Cette dernière organisation est celle préconisée par Le Play. Cette liberté testamentaire a été restreinte d'abord dans le droit intermédiaire, puis par le Code Napoléon ; ce qui devait amener une diminution de la natalité dans ce pays où la quotité disponible est réduite au minimum. Le partage forcé multiplie à l'excès le nombre des propriétaires fonciers ; les cohéritiers ont souvent entre les mains des parcelles trop petites pour être cultivées et doivent les vendre, ou bien il est obligé d'emprunter pour faire valoir sa terre.

Le savant économiste ne demande d'ailleurs pas la liberté testamentaire absolue. Il lui suffit que la quotité disponible ne soit jamais inférieure à la moitié des biens. Ces principes acquièrent un tel poids qu'en 1869 un projet de loi fut déposé, portant faculté au père de famille d'attribuer à un de ses enfants la totalité de ses immeubles sauf soulte. C'est surtout à cette possibilité que voulait aboutir Le Play, possibilité pour le père d'instituer l'héritier continuateur de la souche, qui paierait aux autres enfants sous forme de soultes, une réserve d'un caractère alimentaire. Baudrillart constate l'exactitude de cette doctrine dans une enquête faite au Poitou en 1887.

Une enquête plus récente de M. de Brandt présente des conclusions dans le même sens. Dans 28 départements on cherche à transmettre l'intégralité du

domaine. Enfin le Conseil Général de la Seine, tout récemment fait sienne la théorie de Le Play dans le vœu qu'il émet au sujet de la question de la dépopulation.

Ce qu'il y a de plus impressionnant dans ce qui vient d'être dit à l'appui de la doctrine de Le Play consiste indubitablement dans les résultats de l'enquête menée par M. de Brandt. Les critiques ont entrepris de vérifier l'affirmation suivante : la population est à plus forte natalité là où se fait la transmission intégrale à un enfant. Or si la thèse de M. Brandt est vraie pour nombre de régions, on trouve des départements à forte natalité où prévaut le partage en nature, dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Le droit comparé est encore contre Le Play ; en Belgique, en Hollande et en Roumanie, il y a parfaite compatibilité de notre Code avec une natalité élevée. On peut contester beaucoup d'autres affirmations de Le Play lui-même. Ainsi celui qui recevrait l'intégralité du domaine et qui aura à payer des soultes, sera souvent obligé d'emprunter pour régler ces dernières et même de grever la terre. La liberté testamentaire pourrait même être très dangereuse : les cadets qui auraient moins ne seraient-ils pas démunis pour créer une famille ? Ce serait de plus une réforme illusoire, car on se sert si peu du testament ! s'en servirait-on plus ? Enfin l'argument décisif qui nous

fait bannir les conceptions très discutées de Le Play est qu'à l'heure actuelle les parents limitent leur postérité, autant parce qu'ils veulent un maximum de bien-être pour eux que parce qu'ils pensent au morcellement de leur avoir.

Ce même argument peut être produit avec le même succès contre ceux qui prônent une liberté testamentaire illimitée en partant d'une conception diamétralement opposée de celle de Le Play. Là on estime que les liens de la famille doivent être les plus relâchés possibles ; on abolit toute réserve, aucun enfant ne sera doté et le père n'aura plus à se préoccuper de ne mettre au monde que les enfants qu'il pourra nourrir. C'est la coutume anglo-saxonne dont on peut dire de plus qu'elle est à l'antipode de de nos mœurs.

Est-ce à dire qu'on doive tout rejeter de ce qu'à conçu Le Play ? Non au contraire, les études auxquelles on s'est livré pour vérifier la valeur de ses dires ont abouti à l'établissement de monographies fort instructives. D'après ces monographies, dans beaucoup de communes rurales, on constate que le père de famille s'efforce de transmettre à l'enfant le plus capable l'intégralité de son domaine [Voir les monographies de Jung dans les cantons de Saint-Privat et de Mercœur (Corrèze).] Pour y arriver le père donne à l'enfant qu'il veut avantager la quotité disponible à titre de préciput. Partout où il y a cette

tendance, partout il y a une natalité élevée. Il convient donc de favoriser cette tendance. C'est ce que l'on a fait dans divers sens.

D'une part, on a pensé élargir de semblables arrangements de famille en demandant que l'on permette des accords qui actuellement sont qualifiés de pactes sur successions futures et interdits comme tels (art. 1130 C. c.). Ainsi ne pourrait-on pas permettre les renonciations à successions futures prohibées par l'article 791 du Code civil ?

L'article 1130-2 interdit toutes sortes de stipulations sur successions futures. On les considère comme immoraux parce que c'est une spéculation sur la mort d'une personne vivante, généralement un de leurs parents, et en outre comme dangereux parce qu'ils peuvent provoquer dans l'esprit des intéressés la pensée d'un crime pour en hâter l'effet. La majorité de la doctrine considère ces motifs comme extrêmement faibles surtout quand la personne, de la succession de laquelle il s'agit, acquiesce à la convention. Pourquoi la constitution de rente viagère à titre onéreux ne serait-elle pas considérée comme dangereuse ?

L'article 791 du Code civil fait l'application de cette règle générale, au cas qui nous intéresse, la renonciation aux successions futures. Cet article fut écrit spécialement pour proscrire l'emploi de ces renonciations dans l'Ancien Droit, pour empêcher

l'amointrissement de la fortune dans les partages. Ainsi la fille renonçait à la succession de ses parents par contrat de mariage au moment où on la dotait. L'esprit égalitaire que cette prohibition veut conserver dans le droit privé est trop bien entré dans nos mœurs pour qu'il puisse sombrer par l'abolition de la prohibition en question. En renonçant donc à la succession, l'héritier recevrait à titre de forfait un pécule, à un âge où il va s'établir et se trouve en pleine force, ce qui favoriserait beaucoup la nuptialité et par l'effet de la renonciation le père aurait les mains plus libres pour transmettre le fonds.

De même pourquoi ne pas admettre le partage d'ascendants par institution contractuelle? Par donation, c'est un dépouillement du père; par testament le partage est voué à l'incertitude, tandis que celui que nous proposerions assurerait sans privation chez le père la transmission du domaine certaine et conforme à sa volonté, tout au moins en ce qui concerne le disponible. Mais, la jurisprudence se refuse d'entrer dans cette voie dans laquelle s'est engagé hardiment le Code allemand. Cette législation allemande de 1900, en effet, autorise les pactes successores suivants : contrat synallagmatique entre le successeur et le *de cuius*, déclaration unilatérale de renonciation, enfin pacte sur la succession du *de cuius*, entre un successeur et un tiers.

D'autre part, et de ce côté, les propositions ont

eu plus de succès, on a tenté de conserver la stabilité de la petite propriété et par là même de la famille du paysan, qui veut de nombreux enfants qui lui seront autant de bras nouveaux pour la culture, soit en créant un bien de famille, soit au moyen de modifications touchant le régime du partage judiciaire.

CHAPITRE II

Exposons donc d'abord comment le bien de famille devint une institution positive dans notre droit actuel.

Nous retrouvons encore cette idée de la famille souche et nous devons mentionner la tentative intéressante de M. Glasson. C'est un partisan de l'extension de la liberté testamentaire. Il estime qu'il doit y avoir comme dans le Code Espagnol deux disponibles, l'un en faveur des étrangers et l'autre seulement en faveur d'un ou plusieurs enfants. Ce deuxième disponible peut être considéré comme une réserve spéciale. Ce système se combinerait avec le partage d'ascendants, qui recevrait ainsi une extension.

Or, avec cette réserve spéciale, on peut concevoir

l'établissement d'un bien de famille, c'est-à-dire la transmission à un seul de la maison, siège du foyer familial, avec une quantité plus ou moins grande de terres, le tout insaisissable et devant constituer la protection des berceaux futurs.

Mais ce n'est pas dans cette tentative que l'on doit voir l'origine immédiate des lois de 1906 sur les habitations à bon marché et de 1909 sur le bien de famille.

Le législateur de notre époque s'est inspiré de ce fait que le droit héréditaire en vigueur était défavorable tant à la conservation des maisons dans les familles d'ouvriers qu'à celles de la propriété foncière dans les familles de paysans. Le mauvais vouloir d'un héritier pouvait faire vendre la maison malgré la volonté contraire exprimée par le *de cujus*. Le législateur s'est intéressé tout d'abord aux logements des familles d'ouvriers, alors qu'il s'occupait d'ailleurs d'une manière plus vaste de la classe ouvrière. Ce fut d'abord la loi du 30 novembre 1894, puis celle du 12 avril 1906 ; on veut faciliter l'accès de la propriété individuelle aux ouvriers et petits employés, ou tout au moins leur permettre, de louer à de bonnes conditions des maisons salubres. Ils devront s'adresser à des sociétés de construction subventionnées et étroitement réglementées. Certains établissements publics, comme les hôpitaux, peuvent affecter une partie de leur patrimoine aux

dites constructions. Les maisons ainsi construites, sont exemptes des contributions foncières. Les dispositions précédentes furent étendues aux champs et jardins d'un hectare au plus par la loi Ribot du 10 avril 1908 (art. 1).

La loi de 1906 contient une brèche en principe du partage forcé : il suffit que le conjoint survivant désire que l'indivision se maintienne ou que l'un des héritiers fasse cette demande pour que la liquidation soit entravée pendant cinq ans. Cette indivision peut même être prolongée et se perpétuera jusqu'à l'expiration de la cinquième année qui suivra la majorité de l'ainé des enfants, mais sans excéder dix ans. En outre les héritiers et le conjoint survivant co-propriétaire, peuvent reprendre la maison sur estimation ; si plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est co-propriétaire pour la moitié au moins.

Le regretté professeur Thaller suggérait qu'on étende à titre d'essai ce système, là où la tradition familiale persiste le plus. Il y aurait à organiser dans le détail une sorte de mutualité dans la famille : qui sera le chef de lignée ? Quel prélèvement lui sera assuré vis-à-vis des autres commanditaires éloignés dont la part restera en nature dans le bien familial ? Comment les comptes annuels seront-ils établis ? Comment réagir contre cette suspicion qui motivera

la vérification laborieuse des comptes agricoles, vu le détournement des récoltes qui peut se produire ? Pour fixer ces détails, il y aurait intérêt à ce que les syndicats agricoles gagnent à cette cause les notaires de campagne. Cette mutualité agricole aurait son pendant dans le commerce et l'industrie, dans le fait que le père met son affaire en société avec ses enfants. Il y aurait une propagande à faire en ce sens. M. Thaller voulait même qu'on favorisât la pratique de l'assurance sur la vie dans les campagnes : le père paie des primes avec le produit de son épargne. Le père ferait l'application du capital à l'un des enfants sans que ce dernier ait à craindre le rapport ou la réduction. Ce serait au cadet pour le dédommager de la faveur faite à l'aîné ou à l'aîné pour qu'il puisse acquitter plus facilement les soultes.

On en était donc arrivé à s'intéresser particulièrement à la classe paysanne quant à la conservation du bien familial. La loi du 12 juillet 1909 s'y rapporte expressément et est d'une portée bien plus générale que celle de 1906. Elle institue un régime connu en Angleterre sous le nom de « Homestead » et en Allemagne de « bavernhof ». Le 16 juin 1894, M. Léveillé présenta une proposition de loi tendant à l'établissement d'un bien de famille insaisissable dont la valeur ne devrait pas dépasser 10.000 francs. Le 18 juillet de la même année, l'abbé Lemire reprenait

la même idée, ramenait à 8.000 francs la valeur du bien, le dégrevait de tout impôt direct et des droits de succession.

Voici sous quelle forme définitive la loi fut votée douze ans plus tard : la constitution du bien de famille dont la valeur ne doit pas dépasser 8.000 fr. est faite sur les biens propres ou communs par le mari, le survivant des époux, par toute personne capable de disposer au profit d'une autre personne ayant la même capacité. La liste donnée par l'article 3 est d'ailleurs plus longue. Cette constitution doit porter sur des biens non indivis et libres d'hypothèques. En la forme, elle résulte d'une déclaration reçue par notaire, homologuée par le juge de paix. Elle peut faire partie d'un testament ou d'une donation. Ce bien ne pourra ni être hypothéqué, ni saisi. Les fruits ne pourront être saisis que dans des cas exceptionnels. Enfin si le propriétaire ne peut renoncer à cette insaisissabilité, il peut vendre le bien en totalité ou partiellement. Les articles 17, 18 et 19 nous intéressent plus spécialement ; l'insaisissabilité persiste même après dissolution du mariage sans enfants. Que se passe-t-il si l'indivision est maintenue au cas où il y a des enfants ? pour que l'indivision soit maintenue, à la demande du conjoint survivant ou d'un enfant majeur, ou du tuteur, il faut une décision du juge de paix, qui alloue s'il y a lieu une indemnité aux héritiers qui ne profitent pas de l'habitation. Le

conjoint survivant à toujours la faculté de réclamer l'attribution intégrale du bien sur estimation quand l'indivision cesse.

Enfin on a fait une application de ce système de prolongation de l'indivision dans la loi du 19 mars 1917 destinée à régir les successions « non encore liquidées lors de la guerre ou ouvertes pendant la guerre ». L'indivision peut être prolongée à la demande de toute partie intéressée conventionnellement ou par décision judiciaire pour un délai ne pouvant dépasser deux ans après le décret déclarant la cessation des hostilités.

Toujours dans le même ordre d'idées, afin d'éviter l'émiettement des petits domaines ruraux, de nombreuses propositions ont été faites dans le sens d'une modification de plusieurs articles de notre Code relatifs aux conditions du partage judiciaire. On voudrait d'une manière générale que la réserve n'existe qu'en argent et qu'à l'instar du Code allemand (art. 2312) le père puisse tout transmettre à un seul. Or, l'article 832 de notre Code civil veut une similitude absolue dans la composition des parts. Les arrêts l'appliquent dans son intégralité et l'étendent même au partage d'ascendants. Cette extension montre que le Code fait fi du consentement des personnes qui ont intérêt dans une affaire. L'article 827 parle d'impossibilité de partage en nature. La jurisprudence, toujours rétrograde en cette matière, ne veut admet-

tre que l'impossibilité matérielle et pas l'impossibilité économique, alors que le partage par lotissement devrait disparaître et faire place au partage par attribution. Il faut avoir recours à des expédients peu connus pour arriver à ce résultat : le père vend son domaine à un fils, moyennant un prix payable à son décès et imputable sur le montant de la succession.

Si on a tendance à réformer les conditions du partage, on a également vivement critiqué l'article 815, qui fait de l'état d'indivision un état haïssable. Les lois de 1900 et 1909 sont entrées dans cette voie. Le législateur a compris que le souci de l'égalité ne devait pas être une obsession et qu'on pouvait appliquer des lois différentes à des catégories de citoyens différentes. Citons encore la proposition de M. A. Colin ayant pour but « la possibilité du partage amiable même avec des mineurs, à condition qu'ils soient valablement représentés ».

Jusqu'ici ces propositions visant le partage n'ont pas reçu de consécutions législatives, si ce n'est dans la loi du 19 mars 1917 sur les successions de guerre déjà citée qui prévoit diverses simplifications du partage judiciaire, surtout en ce qui concerne les énonciations des placards et insertions légales, l'expertise et les honoraires des officiers ministériels.

La valeur de ces interventions législatives est d'ailleurs fort discutable au point de vue de la natalité. Tout le bien qu'on peut en dire, c'est qu'elles

assureraient une liquidation plus équitable des successions et qu'elles viendraient, quant à la conservation du domaine rural, se surajouter aux mesures législatives prises en 1906 et en 1909. Quelle est la valeur de ces mesures législatives elles mêmes ? Il faut d'abord remarquer qu'elles sont fort peu connues à la campagne et qu'on en fait par conséquent un usage assez rare, exception faite cependant pour la loi sur les habitations à bon marché. On ne peut donc en juger que difficilement la portée exacte et on est réduit à raisonner sur leur valeur intrinsèque en dehors de tous résultats pratiques.

M. Gallet dans sa thèse soutient que ces réformes seraient plutôt mauvaises : si un héritier exerçait le droit de reprise sur une propriété rurale, ses co-héritiers pourraient être exclus de la culture ou réduits au rôle de salarié. Or, s'ils ne restent pas les collaborateurs de celui auquel a été attribué le fonds familial, il est moins que démontré qu'ils deviennent purement et simplement des salariés, alors qu'ils possèdent un capital dans le produit des soultes.

Pour moi, elles favoriseront le groupement d'une famille nombreuse autour d'un foyer stable, si le père de famille désire cette famille nombreuse, mais ces efforts pour résoudre le problème de l'*accroissement* de la natalité n'apportent aucune solution à l'égard de ceux qui, délibérément, limitent leur descendance.

CHAPITRE III

C'est dans ce dernier sens que les propositions actuelles essaient d'apporter quelque nouveauté. Les systèmes Doucet et Tontée veulent aboutir à une modification du régime des successions *ab intestat*, basée sur l'égalité proportionnelle des charges de famille. Le système Doucet se différencie surtout de l'autre en ce qu'il n'a pas un caractère coercitif.

M. Doucet a exposé son projet dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1901. Il réserve tout d'abord la faculté de tester suivant le droit commun et c'est en cela que le projet n'a pas un caractère coercitif. L'auteur se défend d'instituer des pénalités. Pourtant, il s'inspire des lois caducues, mesures prises sous la Rome d'Auguste, à une heure où l'antique civilisation était menacée, par la diminution du nombre de ceux qui l'avaient formée. Les dispositions nous en sont bien connues. Ce fut d'abord la loi *Julia de maritandis omnibus* de l'an XVII avant J.-C. et ensuite la loi *Papia Poppaea* de l'an X après J.-C. Elles établissaient non des incapacités de transmettre la succession, mais des incapacités de succéder (*ius capiendi*), ne pouvaient

succéder que les hommes mariés de vingt-cinq à soixante ans, et les femmes mariées de vingt à cinquante, ayant un certain nombre d'enfants. Les célibataires avaient une incapacité complète, les gens mariés sans enfants, une demi-incapacité, enfin les divorcés, veufs ou veuves, non remariés et sans enfants, une incapacité plus légère. Ces lois furent abrogées par Constantin et Théodose II. M. Doucet suppose qu'elles eurent un bon résultat. En réalité, on ne peut le savoir exactement par suite des contradictions relevées chez les écrivains qui tous manquaient d'impartialité.

Suivant M. Doucet, si le *de cuius* donc n'a pas fait un testament et s'il laisse plusieurs héritiers, il faudra distinguer parmi ceux-ci plusieurs catégories suivant leur capacité à succéder : 1° ceux qui auront leur part d'après le droit commun ; 2° ceux qui auront au moins 4 enfants vivants, ayant droit à un supplément de parts ; 3° ceux dont la part sera réduite, c'est-à-dire les célibataires hommes de plus de trente ans ou femmes de plus de vingt-cinq ans ; les veufs et divorcés sans enfants. Pour les personnes dont la capacité serait diminuée, un individu ne pourrait avoir qu'un quart ou qu'un tiers au plus de ce qu'il aurait par le droit commun ou bien on pourrait lui supprimer la réserve. La part enlevée à ceux-ci irait accroître celle des pères de 4 enfants et plus. La base du calcul, dans la liquidation de succession,

serait seule changée et nullement compliquée.

Le système Doucet, bien que très ingénieux, attire un gros reproche : il établit une déchéance contre ceux qui n'ont pas de charges de famille, absolument facultative, laissée à l'appréciation du père de famille, déchéance qui sera vaine si ce dernier juge qu'il n'y a pas lieu de tenir compte de ces charges.

Bien plus connu est le système du colonel Toutée. Il a fait l'objet d'une communication à l'Académie des Sciences morales et politiques, le 27 décembre 1902 et donna lieu à de nombreuses critiques, de la part des académiciens présents. Ce projet a pour résultat non de conduire à la famille souche, mais à un émiettement plus intense. En voici les termes :

Art. 744 bis. — « Toutes les successions donnent lieu à partage. A chaque héritier sont attribuées, en outre de sa part, autant de parts égales qu'il a d'enfants vivants ou représentés. Tout enfant unique appelé à succéder à ses ascendants ou de leurs chef, reçoit à ce titre la moitié de leur héritage, l'autre moitié allant à celui où à ceux auxquels sa succession reviendrait à son défaut.

Art. 745 nouveau. — Les enfants ou leurs ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture et encore qu'ils soient issus de différents mariages, succèdent à leur père et mère, aïeux ou autres ascendants. Ils succèdent pour le nombre de parts prévu

à l'article 544 *bis*, quand ils viennent tous ou en partie par représentation.

Art. 913 nouveau. — Les libéralités ne pourront avoir pour résultat de porter, à plus de la moitié des biens du disposant, la part dévolue à son enfant légitime, s'il n'en laisse qu'un seul ; elles ne pourront excéder le tiers de ces biens s'il laisse 2 enfants, le quart s'il en laisse 3 ou un plus grand nombre » le système est basé sur le principe, de l'égalité des charges et il a un caractère plus démocratique que celui de Le Play.

Mais ce projet d'aspect séduisant se heurte à toute une série de critiques qui le font aujourd'hui unanimement condamner. Pourtant dans un ouvrage datant de 1917, M. Worms traitant de la « natalité et des successions » voudrait qu'on en fit l'essai. Il voudrait qu'on permit au testateur de partager la réserve sans qu'on l'impose dans toute dévolution de succession. Mais si on subordonne l'application du système à la seule volonté du testateur, la réforme ne sera bonne que pour ceux qui voudront inciter leurs enfants à avoir une nombreuse descendance ; alors qu'eux-mêmes parents ont déjà donné l'exemple, ils pourront peut-être empêcher qu'ils aient pour petits-enfants des enfants uniques. Mais jamais un testateur ne consentira à frapper son enfant unique, en l'empêchant de recueillir plus de la moitié de la succession et toute personne qui voudra éviter, à ses

enfants, les charges de famille (ce qui se présente malheureusement trop souvent) se gardera d'user de la faculté que lui offrirait le projet Toutée. Donc l'efficacité de la mesure préconisée par M. Worms, serait incomplète et cela en admettant, que l'économie générale du projet Toutée soit acceptable.

Or, nous avons dit que ce projet était irrecevable. De sévères critiques ont été formulées lors de la lecture du mémoire à l'Académie. Le professeur Ambroise Colin postérieurement à cette séance a formulé deux objections générales très dangereuses : au point de vue moral d'abord, le cercle de nos devoirs ne dépasse point la première génération. Au point de vue pratique l'inégalité peut résulter pour les enfants d'un même auteur d'autre chose que du nombre de leurs descendants. Bien qu'intéressantes, ces objections ne me semblent pas être concluantes : au point de vue moral, le père de famille a le droit et même le devoir d'exiger de ses descendants directs qu'ils aient eux-mêmes, une descendance nombreuse, puisqu'il leur en procure les moyens et cela afin de mieux assurer la continuation de la famille et de la race. Au point de vue pratique, il faut bien considérer que le colonel Toutée vise encore plus haut que l'égalité des charges et que ce brillant officier colonial désire surtout la grandeur de la France au dehors.

D'autres objections nous semblent plus graves.

D'abord c'est une mesure trop rigoureuse à l'égard du fils unique, non pas prise en elle-même, mais en la comparant à la situation d'une famille de deux enfants qui eux-mêmes n'ont pas de descendants, le fils unique ne pourra jamais recevoir plus de la moitié des biens, soit ab-intestat, soit par testament. Quand la succession est dévolue à deux enfants sans descendants, le droit commun s'applique et de même pour un plus grand nombre d'enfants sans descendants. Pourquoi cette faveur faite à une famille de deux enfants ? Ce n'est pas certainement avec des familles de deux enfants que la population sera accrue, ni même peut être maintenue au même chiffre. De plus l'auteur paraît avoir en vue une hypothèse unique : celle d'un père mourant à un âge avancé et laissant des enfants assez âgés eux-mêmes pour être à leur tour chefs de famille. Or, le plus souvent le *de cuius* ne laisse que des enfants non mariés et le projet ne s'applique pas. Ou bien il laisse des enfants mariés et d'autres non mariés et là il y a une source d'injustice. Exemple : un ménage a une fille, plusieurs enfants qui meurent ; restent la fille et un fils très jeune. La fille se marie, a trois enfants ; le père meurt, le fils n'étant pas encore en âge de se marier, la fille aura dans la réserve trois parts, le fils une ! Même quand le projet s'applique, les aînés auront évidemment sur les cadets un avantage d'autant plus considérable que la famille sera plus nom-

breuse ; le projet ne tient pas compte non plus de la différence des sexes et de l'âge matrimonial chez l'homme et chez la femme. Le père pourra, il est vrai remédier à cette injustice en avantageant à l'aide du disponible, mais il fait alors échec à l'harmonie du système.

De plus, les enfants auront-ils plus de descendants parce qu'ils espéreront avoir un héritage plus fort ? Cet héritage est problématique, puisque l'emploi du disponible peut modifier les parts légales imposées à l'ascendant. Il est inutile encore d'augmenter la rivalité sociale entre collatéraux. Enfin il y aurait une trop grande division du patrimoine et le projet laisse en dehors tous ceux qui n'ont pas d'enfants ainsi que les célibataires veufs et veuves sans enfants, divorcés et divorcées sans enfants.

On a été même jusqu'à dire, et là je ne fais plus mienne cette critique, que la contrainte imposée par l'Etat au père de famille était injustifiable. Ces farouches partisans d'une liberté individuelle pour ainsi dire sans limites oublient que l'Etat a le droit d'intervenir toutes les fois que sa sécurité est en jeu, soit par des mesures législatives préventives, soit par des mesures répressives au moyen de ses organes judiciaires et cela contre des séditions intérieures. Dans ce cas là, il est obligé d'empiéter sur les droits de chacun. Ainsi l'Etat établira l'état de siège, instituera la censure. Il en est de même quand sa sécu-

rité n'est pas menacée de l'intérieur, mais de l'extérieur et au cours de ces dernières années nous avons appris à connaître toutes ces mesures destinées à protéger la vie de la nation. Or est-ce que la question de la natalité ne devrait pas l'intéresser avec la même force ? Est-ce que sa sécurité n'est pas en jeu, quand ses membres diminuent d'une façon lente et régulière ! Ne va-t-il pas devenir une proie facile pour ses voisins ? L'Etat se meurt. Son premier devoir n'est-il pas de survivre ? J'ai dit plus haut que le père de famille avait le droit et même le devoir d'assurer la perpétuité de la famille. Or, la nation qui n'est qu'une grande famille et dont le rouage politique est l'Etat a le droit et le devoir d'assurer sa pérennité. Cette intervention de l'Etat de plus en plus prononcée, très justifiable donc, a inspiré les doctrines les plus récentes et les dernières que nous ayons à exposer.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

J'ai dit « intervention de l'Etat de plus en plus prononcée ». En effet non seulement l'Etat va prendre l'initiative de mesures législatives ; mais encore il va bénéficier directement de ces mesures, puisque les diverses propositions dont nous allons parler lui donnent une vocation héréditaire.

Dès 1884 M. Alfred Giard, professeur à la Sorbonne, appartenant à la fraction de la Chambre la plus avancée, propose d'appeler l'Etat à succéder *ab intestat* au-delà du quatrième degré. L'Etat considéré comme héritier n'est pas une nouveauté, puisque le Code Napoléon dans son article 768 dit explicitement « qu'à défaut de conjoint survivant la succession est acquise à l'Etat ». L'Etat a donc une vocation héréditaire qui est au dernier rang, après les parents au dernier degré successible, c'est-à-dire le douzième et après le conjoint survivant.

Il est considéré comme un successeur irrégulier

par le chapitre même où est inséré l'article, et les articles 567 et 570 l'obligent à faire apposer les scellés, et à faire inventaire. M. Giard voulait donc que l'Etat succède au delà du quatrième et non du douzième, sacrifiant de cette manière les collatéraux éloignés. D'ailleurs, l'auteur de cette proposition ne s'était jamais occupé de la question de la natalité. Il n'y voyait qu'un moyen pour l'Etat de trouver des ressources pour parer à des dépenses dictées par une prévoyance sociale de jour en jour plus importante. Cette proposition n'aboutit pas, mais fut reprise par une sous commission de la Commission de législation fiscale à la date du 14 août 1909 ; M. Magniaudé s'occupa aussi de la question pendant la guerre.

En 1916, le député Andrieux reprit la même idée en vue du même but. Il proposa la suppression de toute hérédité en ligne collatérale, sans qu'il soit touché néanmoins à la liberté de tester. Enfin la loi des Finances du 31 décembre 1917 marque un pas en avant dans cette voie, puisqu'elle décide la suppression de la vocation des héritiers collatéraux au delà du sixième degré. Il faut croire tout de même qu'une réforme plus radicale dans ce sens pourrait aboutir puisque, en juin 1919, les parlementaires s'en sont occupés à nouveau et que le projet de supprimer la vocation *ab intestat* au delà du quatrième degré, a été distribué pour leur en permettre l'étude.

D'ailleurs, si ce projet est enfoui à nouveau dans

les cartons, il n'en résultera aucun préjudice appréciable pour la Nation. En effet, il est permis de douter que l'Etat recueille beaucoup plus de successions. L'usage du testament est si facile ! on fera plus de testaments ; les hommes d'affaires y gagneront en éclairant de leurs conseils les testateurs et ce sera tout. Ces projets n'auraient *a fortiori* aucune influence sur la natalité, influence que leurs auteurs n'ont d'ailleurs pas recherchée.

Au contraire deux tentatives fort intéressantes, mais beaucoup plus hardies, ont apparu au cours de ces toutes dernières années. Elles s'occupent uniquement de résoudre le problème que nous étudions et relèguent au deuxième plan l'intérêt fiscal de l'Etat.

Par leur date, elles sont à peu près concomitantes. Leur but est le même, leurs moyens ont un caractère également coercitif, un caractère pénal, bien qu'ils soient différents par leur nature. L'un de ces moyens est presque en dehors de notre sujet, puisqu'il vise non pas la transformation de notre loi civile sur les successions, mais celle de notre droit financier en matière de successions.

J'ai nommé la proposition du publiciste Marsal exposée dans la *Revue politique et parlementaire* de décembre 1915. M. Marsal avait, d'ailleurs, déjà un précurseur dans cette voie. M. Chassaing Goyon avait inspiré au Conseil Général de la Seine un vœu qui fut émis le 23 mars 1900 et dans lequel l'article 3

parle de modifier le taux des droits de succession en ligne directe de manière à les rendre inversement proportionnels au nombre des héritiers. M. Chassaing Goyon n'a jamais d'ailleurs donné plus d'ampleur à cette idée. Puis étaient apparues au Parlement des propositions tendant à frapper d'une pénalité, consistant dans une confiscation partielle de leurs successions, les familles sans enfants ou n'ayant qu'un ou deux enfants. MM. Piot et Bernard agirent en ce sens, au Sénat le 6 novembre 1900. Lors de la préparation du budget de 1910, M. Caillaux propose quelque chose d'analogue, qui fut repris par son successeur au Ministère des Finances, M. Cocheret. Votée par la Chambre, la proposition fut rejetée par le Sénat le 8 avril 1910. Ce dernier prétextait que ces mesures ne devaient avoir aucune influence sur la natalité et qu'il pouvait y avoir iniquité au cas où les enfants du défunt ont succombé à la suite de maladies ruineuses pour le père.

D'après M. Marsal, l'individu qui n'a procréé qu'un nombre d'enfants insuffisant a économisé pour lui-même cette majeure partie au détriment de la société. De plus, il y a inégalité entre les familles nombreuses et celles qui ne le sont pas. Une famille nombreuse dépense bien plus et l'Etat perçoit bien plus sur elle en proportion par ses impôts directs et indirects. Pour redresser l'injustice qu'il dénonce et permettre l'accroissement des familles françaises,

M. Marsal propose d'élever les droits de mutation.

Ils seraient de 55 o/o quand le <i>de cujus</i> laisse 1 enfant		
de 45 o/o	—	2 enfants
de 35 o/o	—	3 enfants
de 25 o/o	—	4 enfants
de 15 o/o	—	5 enfants

Au delà de huit enfants la succession ne paierait aucun droit.

Postérieurement à la proposition Marsal, on rencontre une autre proposition importante au Parlement émanant de M. Tournan, sous forme d'amendement aux douzièmes provisoires du deuxième trimestre de 1917. Elle doublait le tarif de 1910 quand le *de cujus* laissait trois enfants, le triplait quand il en laissait deux et le quadruplait pour un enfant.

Enfin ces idées de proportionnalité des droits de mutation aux charges de famille furent consacrées législativement par la loi des Finances du 31 décembre 1917. L'article 11 élève le tarif de la loi des Finances de 1910 pour les successions à partir de 10.000 fr. d'actif net. Or, d'abord l'article 13 prévoit une diminution des droits de mutation pour les familles nombreuses : « Quand un héritier, donataire ou légataire aura quatre enfants ou plus vivants au moment de l'ouverture de la succession, les droits à percevoir seront diminués de 10 o/o pour chaque enfant en sus

du troisième, sans que la réduction totale puisse dépasser 50 o/o. » Puis il est créé un impôt sur le capital net global de la succession. En réalité, c'est sous un autre nom une nouvelle majoration des mêmes droits. Il n'est applicable qu'aux successions où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants ou représentés et diminue proportionnellement au nombre de ces enfants; on tient pour vivant l'enfant tué à la guerre.

Contre ce système de surélévation des droits de mutation, je formule toutes réserves et j'en viens à l'autre proposition. M. Bokanowski, député de la Seine, déposa sa proposition de loi à la Chambre des députés à la séance du 26 juin 1915. Son exposé des motifs est aussi détaillé que l'est peu la proposition elle-même, rédigée sous une forme juridique impeccable, mais très concise. M. Bokanowski, constatant d'abord qu'on peut prévoir presque mathématiquement la diminution de la population de la France, à une époque déterminée, voit dans cette dépopulation un danger commercial au point de vue de notre commerce extérieur et une diminution dans les impôts perçus par l'Etat. Il en arrive à formuler la proposition suivante. « Dans toutes les successions qui ne seraient pas dévolues à quatre enfants au moins, l'Etat aura droit, en qualité d'héritier et à titre de réserve, à la portion réservataire d'un enfant légitime. »

Avant d'aller plus avant dans l'examen de cette proposition, il faut remarquer que M. Bokanowski n'a pas la paternité de cette idée de faire de l'Etat un héritier. En effet, un magistrat, sociologue insigne, M. Raoul de la Grasserie, l'avait déjà prôné à la fin du siècle dernier dans une série d'articles publiés dans le *Droit Moderne* et réunis pour former un opusculé intitulé *De la population*. Sans doute cet auteur ne prononce pas la formule d'« Etat héritier », soit qu'il ne l'ose pas, soit plutôt qu'il ne voit dans l'Etat qu'un intermédiaire chargé de transmettre aux familles nombreuses ce qu'il a enlevé à celles qui ne le sont pas. Mais il tient pour un grand remède, à ce qu'il appelle le « Moral restreint », le fait d'attribuer une part de réserve à l'Etat dans les successions non dévolues à trois enfants. En effet, il estime que le droit à l'héritage est une dette alimentaire très large envers les descendants. Dès lors si la dette n'existe pas par l'absence de descendants ou, leur nombre restreint, le fondement du droit à l'héritage n'a plus la même force. Il faut donc frapper à leur décès ceux qui restreignent leur famille. Une partie de leur succession ira grossir la part de ceux qui auront plus de trois enfants, d'une manière indirecte par l'intermédiaire de l'Etat. L'Etat aurait une réserve du quart en présence de deux enfants et du tiers en présence d'un enfant, de la moitié quand il n'y a pas d'enfant ou qu'il s'agit d'un célibataire. Mais, après

cette digression forcée, revenons à la proposition Bakanowski qui apparaît alors comme moins originale.

Donc quand le *de cujus* ne laisserait pas d'enfants ou quand il en laisserait un, deux ou trois, l'État est admis au partage en prenant une part d'enfant légitime, conformément au droit commun de l'art. 913 du Code civil : quand il n'y a pas d'enfant, l'État aurait droit à la moitié de la succession, quand il y a un enfant, au tiers, quand il y en a deux ou trois au quart. Au quatrième enfant, l'État n'a plus aucun droit. L'État réservataire est donc muni de l'action en réduction que l'auteur estime suffisante pour contrecarrer la fraude. Au point de vue économique, cette réforme dirigerait les fils de famille vers les carrières actives et productives. Au point de vue fiscal, ce serait un impôt facile à percevoir et très productif puisque dans les premières années il rapporterait environ 2 milliards.

Sous forme d'amendement aux douzièmes provisoires pour le deuxième trimestre de 1917, la proposition a été complétée ainsi que suit : « Pour la détermination de la part de l'État font nombre, comme s'ils étaient présents, les descendants morts au service de la Nation. » M. Bakanowski fit part, plus tard, de son intention de ne pas faire cumuler les droits de mutation avec cette réserve de l'État.

Cette proposition de loi semble devoir être prise

en considération assez sérieuse par la Chambre des députés, puisque, dans une réunion commune du 13 juillet 1919, sous la présidence de M. Varenne, la commission du budget et celle de la législation fiscale ont examiné au fond la question et qu'après discussion, les commissions se sont prononcées à deux voix de majorité et conformément aux conclusions de M. Landry en faveur de la proposition. Il est à peine besoin de souligner le mobile qui a poussé ces commissions à prendre rapidement un parti dans une question si grave. Il faut combler les vides vertigineux de nos budgets d'après-guerre et nos parlementaires trouvent ce moyen excellent, puisqu'il serait très productif et puisqu'il aurait un but très noble, empêcher qu'un peuple ne prépare volontairement sa ruine et sa déchéance.

Or, en votant cette proposition de loi, telle qu'elle est et suivant le motif que je viens de définir, le pouvoir législatif prendrait une mesure de confiscation pure et simple d'une catégorie de fortunes privées : c'est la conclusion que toute personne réfléchie tire de la lecture de cette proposition, qui commence à être connue et émeut fortement l'opinion publique. Cette critique générale du système pourrait faire croire que j'en suis un adversaire déterminé, ce qui serait en contradiction avec ce que j'ai annoncé au début de ce modeste essai, à savoir que les doctrines les plus récentes me semblaient

seules devoir fournir des éléments intéressants pour la solution du problème posé par la diminution de la natalité. Je reste partisan du principe de l'Etat héritier. Mais je vais m'attacher à démontrer que l'application qu'en a fait M. Bokanowski est exagérée et qu'il n'a pas développé suffisamment sa proposition.

CHAPITRE II

Faire de l'Etat un héritier est une chose qui répugne profondément à la conscience française. Tout citoyen français, plus que tout autre, est épris de liberté individuelle. Il juge comme une atteinte monstrueuse à la liberté qu'il a de disposer de ses biens, la prétention que l'on aurait de limiter cette liberté. Il qualifie de spoliation la même prétention que l'on a de faire participer la collectivité au partage de ce qu'il a économisé par suite des travaux de toute sa vie, ou de ce qu'il a gagné par suite de son intelligence, de son activité productive et créatrice.

Pourtant s'il n'a plus de parents, et qu'il ait omis de tester, nous avons vu que l'Etat recueillera son bien comme héritier et ce ne sera pas comme souverain. En effet, il y eut à ce sujet une controverse qui a été

nettement tranchée par un arrêt de la Cour d'appel de Paris de 1902 (D. 1902, II, p. 177). L'article 539 du Code civil pouvait faire croire que l'Etat recueille comme souverain. Le législateur y a réglé la question des biens vacants et sans maître. Ils tombent dans le domaine public. Cet article assimile à ces biens ceux « des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées ». Même si la jurisprudence n'était pas fixée, il faudrait se garder de considérer cette faculté pour l'Etat de recueillir les successions, comme une des prérogatives de sa souveraineté. En effet, l'Etat recueille les biens à titre d'universalité. Il doit faire apposer les scellés, faire inventaire du tout et se faire envoyer en possession. Il est donc tenu des obligations ordinaires d'un héritier qui n'a pas la saisine. De plus, il peut être primé par des établissements publics, comme les hospices, qui sont considérés comme héritiers et ces héritiers-là ne sont pourtant que des émanations de l'Etat. D'ailleurs puisque la liste des successeurs est limitée et qu'on veut restreindre cette liste, toute succession acquise à l'Etat, n'est pas forcément une succession abandonnée. Enfin si l'on consulte le droit comparé, l'on verra que le Code suisse, le Code allemand n'hésitent pas à reconnaître en termes formels l'Etat comme « héritier légal ». Ce sont là les meilleurs arguments en faveur de la thèse de l'Etat héritier.

La jurisprudence a eu à se prononcer sur une question de droit international privé. A quel État attribuer la succession d'un étranger, qui n'a pas laissé d'héritiers, à l'État sur le territoire duquel il habitait et où il est mort ou à l'État de son pays d'origine? Si l'État avait été considéré comme recueillant par suite de sa souveraineté, il eut fallu attribuer la succession à l'État où a eu lieu l'ouverture de la succession. Si l'État était véritablement un héritier, il fallait l'attribuer au pays dans lequel il est né, car en tenant compte de l'ordre présumé de ses affections, il va de soi que le défunt préférerait sa patrie d'origine. C'est dans ce dernier sens que s'est prononcée la Cour d'appel de Paris. D'ailleurs si la question de principe était tranchée, l'équité n'était peut être pas entièrement satisfaite, car à supposer que l'étranger ait gagné une partie de sa fortune en faisant du commerce dans le pays où il est mort, il n'est peut être pas juste que ce pays qui lui a facilité son enrichissement ne profite pas, tout au moins en partie, de cette succession abandonnée et d'une somme plus importante que celle représentée par les droits de mutation perçus par l'État sur le territoire duquel se fait l'ouverture de la succession.

Quoi qu'il en soit, notre Code civil et la jurisprudence qui l'applique admettent parfaitement la notion de l'État héritier, quand il n'y a pas d'héritier ou de légataires universels. On veut l'étendre, au cas

où il n'y a pas de parents proches, en excluant les parents éloignés ; on veut même admettre l'Etat comme co-partageant, quand le nombre des enfants est insuffisant. Le Code allemand admet l'Etat héritier au cas où un assisté meurt et laisse des biens, tandis que dès 1895, durant le travail préparatoire du Code civil suisse, M. Eugène Auber proposait de faire concourir l'Etat avec les collatéraux, M. Rossel pensait qu'une bonne partie des charges de famille incombe maintenant à l'Etat. Mais ces propositions furent écartées, par le conseil national suisse.

Devant ces projets de bouleversement de l'ordre successoral, de toutes parts on va nous avertir de prendre garde. Ne tournez pas l'opinion vers un terrain aussi dangereux ; elle vous entraînerait au-delà du but à atteindre ! Non, le but à atteindre rencontrera de telles résistances qu'aller au-delà serait une impossibilité pratique, tant du moins qu'il existera un ordre social normal. — On précise et on nous dit « Le projet Bokanowski répugne à la majorité de la nation, car c'est une atteinte au droit de propriété et une étape vers la socialisation de cette propriété ». Et M. Worms déjà cité, se fait l'écho de ces craintes.

En effet faire venir l'Etat au partage de vos biens, c'est bien là un fait contraire à la volonté du défunt. Sans parler de certains services publics, dont la raison d'être est un but humanitaire, l'Etat fait bien

rarement l'objet de votre attention dans vos dispositions testamentaires ! C'est donc une atteinte au droit de disposer ! Mais est-ce qu'une atteinte au droit de propriété, quand elle est justifiée par un intérêt général supérieur, est chose nouvelle ? En matière mobilière, ne peut-on qualifier autrement la réquisition par l'autorité militaire ? En matière immobilière n'en est-il pas de même de l'expropriation pour cause d'utilité publique ? Sans doute l'article 545 du Code civil assure à l'exproprié l'exact équivalent en argent. Mais si pour une raison qui lui est personnelle le propriétaire ne veut pas se laisser exproprier, n'y sera-t-il pas contraint par la force ? On pourrait en dire encore autant pour la servitude de l'alignement dans les villes. On pourrait objecter que si l'on introduit souvent de nouvelles limitations au droit de propriété, ce droit finira par n'être qu'un mythe. Je répondrai que l'intérêt de l'existence même du pays vaut bien qu'on introduise une nouvelle limitation du droit de propriété, vaut bien tout au moins l'intérêt qu'ont deux localités à être desservies par un chemin de fer nouveau, pour l'établissement duquel on va porter atteinte au droit de propriété de ceux qui posséderont des terrains sur le passage de cette voie ferrée.

Ce n'est pas non plus une étape vers la socialisation. Ce moyen d'instituer l'Etat co-partageant de successions ne contribuera pas à véhiculer et vulga-

riser le système de socialisation complète. Cette socialisation paraîtrait bien timide à ceux qui, par un travail insidieux, répandent dans les masses leur doctrine de bouleversement social et économique dont le seul aboutissement est l'état chaotique de la Russie soviétiste.

D'ailleurs peut-on raisonnablement appliquer le terme de « socialisation » au système de l'Etat héritier, alors qu'on ne l'applique pas, ce mot épouvantail à certains privilèges de l'Etat : j'ai nommé le « monopole » ? Le droit de vendre du tabac ou d'en manufacturer qui est exploité par un Anglais en Angleterre et qui entre dans son patrimoine est confisqué purement et simplement par l'Etat Français.

Et pourtant cette socialisation n'émeut pas beaucoup l'opinion publique, si ce n'est quand les fumeurs sont obligés de restreindre leur passe-temps invétéré ; ce monopole du tabac est tout simplement la socialisation d'un moyen de production économique.

Même en gardant ce mot de socialisation qu'on nous oppose, et en acceptant qu'on qualifie ainsi le projet de faire de l'Etat un héritier, il faut bien remarquer que cette institution ne devrait être que temporaire. Du jour où nos mœurs décadentes changeront, et ces mesures ont pour but de pousser à ce revirement des mœurs, l'institution restera sans application et pourra être effacée de nos lois. Le président Deschanel au Congrès de la natalité à Nancy

prononçant le discours de clôture en septembre dernier a dit que pour remédier à la crise de natalité, il y a surtout une œuvre morale à accomplir. « C'est l'hygiène des esprits qu'il faut améliorer; c'est la stérilité des âmes qu'il faut atteindre, c'est une crise de volonté qu'il faut guérir. » Il en fait la condition indispensable d'une action législative quelconque, renouvelant l'idée exprimée par la formule ancienne. *Quid leges sine moribus proficiunt ?*

Or, je ne crois pas qu'une œuvre morale arrive à triompher de l'égoïsme effréné et du besoin de jouissance qui s'emparent de tout être, bien plus après la guerre mondiale qu'avant encore, par suite des dangers ou des privations subis. Il faut au contraire contraindre ceux qui négligent de faire leur devoir social, bien qu'ils en comprennent la nécessité.

Le système de l'Etat héritier, tel que je le conçois, est donc un système de coercition, qui ne vaudra d'ailleurs que par la rigueur de son application. Peut-on le rapprocher de celui des lois caducaires ? Je ferai volontiers ce rapprochement. Ces lois, dont j'ai fait connaître les dispositions essentielles, quand j'ai exposé le projet Doucet, furent des mesures prises à un moment où une civilisation antique donnait les premiers signes d'une décadence dont personne ne souhaite le développement effroyable à son propre pays. Ce furent des mesures de salut public. Il nous faut encore des mesures de salut public. L'institution

de l'Etat héritier en est une. Ce serait donc par définition une mesure exceptionnelle, devant durer tant que le péril serait là, mesure que la Nation doit s'imposer comme une pénalité pour le passé et une menace pour l'avenir.

Ce serait une pénalité, en effet, pour ceux qui ont reculé devant leur devoir, une menace pour ceux qui persisteraient dans la même voie. Ma dernière justification est que l'intérêt public passe avant l'intérêt privé et cet intérêt public ici est que suivant une phrase éloquente de M. Deschanel, « la France au delà des tombes cherche les berceaux ».

CHAPITRE III

L'Etat va donc prendre la place de l'enfant ou des enfants qui manquent. Ce devrait être un symbole pour le père de famille ; la perspective de cet héritier indésirable doit le rappeler à son devoir social. La menace à son égard s'explique bien mieux que lorsqu'il se trouve en présence de droits de mutation surélevés confinant à la confiscation, comme le préconise le projet Marsal, droits qui semblent tout simplement une taxe formidable proportionnelle aux besoins du budget.

Le projet Bokanowski a d'autres avantages sur le système Marsal et le nouveau système de la loi des Finances de 1917, au point de vue de la sanction. L'action en réduction d'un réservataire est une garantie bien plus forte que l'action privilégiée du Trésor pour le recouvrement des droits de mutation et contrairement à ce que prétend Marsal lui-même. En effet, quelle est l'étendue de la créance fiscale de l'administration ? L'article 32 de la loi du 22 frimaire an VII, qui est une des chartes de notre législation fiscale, y répond. Les droits de mutation seront payés par les héritiers, donataires ou légataires et il y a solidarité des co-héritiers. Encore cette solidarité n'existe-t-elle pas entre légataires universels, à titre universel ou particulier, et successeurs irréguliers, entre eux, d'une part, et, d'autre part, avec les héritiers du sang. Mais voici la disposition la plus intéressante pour notre sujet : « La nation aura action sur les revenus des biens à déclarer. » L'administration n'a donc une action privilégiée que sur les revenus des biens et non sur les biens eux-mêmes. Ce qui est confirmé par une jurisprudence de la Cour suprême datant de 1857 (Voir D. 57.1.242). Le danger n'existerait pas pour l'Etat de concourir avec les créanciers successoraux puisque la perception des droits de mutation suppose qu'il y ait un actif net résultant de ce que l'actif successoral dépasse le passif. Ce danger existera le jour où l'Etat ayant à

percevoir des droits de mutation bien plus importants que ceux qu'il perçoit actuellement, serait en concours avec les créanciers de l'héritier, en face d'une situation obérée de ce dernier et alors que le droit de demander la séparation des patrimoines est perdu.

Si les créanciers successoraux demandent la séparation des patrimoines, l'Etat en profitera. Mais le droit de demander ce bénéfice peut disparaître : 1° quand les créanciers successoraux ont accepté l'héritier pour débiteur ; 2° d'une façon relative, pour les biens meubles ou immeubles aliénés par l'héritier ; 3° pour les meubles au bout de trois ans à compter du décès ; 4° pour les meubles encore et avant les trois ans, quand ils ont été confondus en fait avec ceux de l'héritier. Dans tous ces cas, l'Etat courra le risque de ne pas recouvrer intégralement sa créance fiscale.

De plus, bien que la loi de frimaire parle d'action sur les biens, en quelques mains qu'ils se trouvent, un avis du Conseil d'Etat du 21 septembre 1810 décide que l'Administration n'a pas le droit de suite sur les biens à déclarer ; s'ils ont été aliénés, on ne peut actionner les tiers acquéreurs. On voit donc que le recouvrement des droits, de mutation est renfermé dans des règles très étroites et que le gage privilégié de l'Etat est bien peu important. Il serait totalement insuffisant pour le recouvrement de

sommes importantes comme celles qui seraient perçues par l'Etat sur les successions des défunts ne laissant pas ou peu d'enfants.

On peut maintenant mettre en parallèle la valeur de l'arme donnée à l'Etat, muni de l'action en réduction, qui serait, en l'espèce, une action en réduction des libéralités, faites à un successible ou à un étranger et entamant la réserve de l'Etat, puisque non seulement il serait héritier, mais héritier réservataire. Cette action se transformerait en pétition d'hérédité en cas de dissimulations faites au profit des autres co-partageants, dissimulation d'une quote-part de la succession qui devrait revenir en partie à l'Etat. L'action en réduction vise le retour à la succession des biens eux-mêmes et non pas seulement des revenus depuis le jour du décès du donateur. Ces biens reviennent libres de toutes charges établies du chef du donataire. Bien plus si le donataire a aliéné l'immeuble, et qu'il soit insolvable, le réservataire lésé a un droit de suite contre le tiers acquéreur (art. 930 C. c.) et l'immeuble fait retour net de toutes charges. Si le donataire a aliéné en différentes fois par parcelles, on procèdera comme pour les donataires successifs, par ordre de dates, en faisant tomber d'abord les acquisitions les plus récentes. Bref, l'Etat a action sur les biens et pas seulement sur les revenus et possède un droit de suite subsidiaire quand la succession est immobilière.

Quand l'action serait la pétition d'hérédité, l'Etat aurait droit à la restitution des fruits du jour de l'ouverture de la succession, puisque l'acte de dissimulation par un successible de valeurs héréditaires est un acte de mauvaise foi (art. 549 C. c.). Mais on serait obligé de valider les actes faits par cet héritier apparent et notamment, les paiements faits au fraudeur par un tiers de bonne foi, seraient libératoires (art. 1240 C. c.). En plus de ces règles générales, il y aurait lieu d'appliquer les peines spéciales prévues pour le délit civil de recel de valeurs héréditaires que nous exposerons plus loin.

L'action en réduction a encore un autre avantage sur l'action en paiement des droits de mutation au point de vue de la prescription extinctive. L'action en réduction est soumise à la prescription de droit commun de trente ans, ce qui a été jugé par la Cour de Bordeaux le 4 décembre 1871 (D. 73.2.177); comme conséquence, elle est de dix à vingt ans contre le tiers acquéreur d'immeuble qui a juste titre et bonne foi. Or l'action en paiement des droits de succession, à raison de l'omission d'objets ou valeurs dans la déclaration faite par le redevable, était soumise à une prescription abrégée de cinq ans par la loi du 22 frimaire an VII (art. 61-2^e) et la loi du 18 mai 1850 (art. 11). De même l'action en réclamation de droits de succession, en cas de défaut de déclaration, se prescrivait par dix ans. La loi du 18 avril

1918, faite spécialement pour réprimer la fraude fiscale, augmente ces prescriptions. L'article 11 dispose comme suit : « Le délai fixé par les articles 11 de la loi du 18 mars 1850, 4 de la loi du 30 janvier 1907 et par la loi du 31 janvier 1914 pour la prescription de l'action en recouvrement des droits applicables aux successions non déclarées et de ceux exigibles par suite d'omissions de biens dans les déclarations, est porté de dix à vingt ans ». Il n'en reste pas moins qu'on n'a pas encore admis la prescription de droit commun sauf quand les biens consistent en rentes sur l'Etat et depuis 1852. Il n'est donc pas négligeable que la prescription soit la plus longue possible dans une matière où la fraude cherche par tous moyens à dérouter les agents de l'Etat. La menace en sera d'autant plus salutaire contre le père de famille égoïste, aimant trop sa famille au détriment des autres, qui, avec la sienne, composent la nation, s'il pense que l'Etat a toujours trente ans pour trouver les preuves d'une fraude qu'il n'hésitera pas à faire en persistant dans sa triste tradition.

Enfin l'Etat qui aura le titre d'héritier aura un droit beaucoup plus fort pour rechercher la consistance de la succession que celui accordé au fisc dans ses investigations contre la fraude dans les déclarations de successions.

CHAPITRE IV

C'est ce que nous allons montrer en esquisant, d'une part, quels sont les derniers moyens trouvés pour la répression de la fraude fiscale et d'autre part, combien sont puissants les droits de l'Etat comme héritier, sans oublier que ces droits comportent des obligations, qui seront pour lui des charges importantes.

La répression des fraudes commises au détriment de l'Etat a fait de tout temps la préoccupation du législateur, d'autant plus que le contribuable a toujours pensé que « voler le fisc, ce n'était pas voler » et surtout en matière de mutations par décès où l'impôt se chiffre par de grosses sommes. Aussi depuis la loi de frimaire an VII jusqu'aux lois des finances les plus récentes, le législateur a voulu traquer le fraudeur.

Nous ne ferons pas l'historique des mesures successives prises dans ce but chaque fois qu'on augmentait le tarif des droits. Il nous suffira de montrer que les derniers moyens employés, si ingénieux soient-ils, sont bien imparfaits. Avant d'en arriver à cet exposé, il convient de signaler une jurisprudence conforme

à la loi de frimaire, an VII, article 65, qui limite beaucoup les droits de l'Administration de l'Enregistrement quant à la preuve qu'elle peut apporter des dissimulations et omissions; cette jurisprudence, dont on peut lire un récent exemple dans le recueil Dalloz (1907, 1^{re} partie, p. 396) interdit à l'Administration, par prétérition, l'usage de la preuve par témoins, alors qu'elle lui réserve la preuve par écrit, et celle par présomptions du fait de l'homme. Ce dont le fraudeur ne manque pas de profiter.

Dans quels domaines la fraude se montre-t-elle donc la plus savante? Ce n'est pas dans la simulation de passif qui est bien dangereuse pour celui qui simule une dette, même avec adjonction d'une contre-lettre, puisque cette contre-lettre ne pourrait être utilisée en justice qu'en passant sous les yeux de l'enregistrement pour lui donner date certaine, et au cas où le soi-disant créancier voudrait être de mauvaise foi.

Ce fraudeur fonde ses espérances sur les dissimulations d'actif, en se servant du don manuel. Rien n'est plus facile à un père de famille de faire à son héritier présomptif un don manuel de valeurs en espèces ou en titres au porteur. Pourtant beaucoup hésitent à se dépouiller ainsi de leur vivant d'une grosse somme d'argent. A l'heure actuelle, on aime mieux mettre les titres au porteur, les valeurs en espèces à l'abri dans un coffre-fort en France ou à

l'étranger. De quels moyens de défense a-t-on proposé de doter l'Administration?

Les uns ont été jugés trop radicaux et les lois récentes, n'en ont pas tenu compte ou peu. Les autres ont inspiré plus ou moins la législation répressive nouvelle. Parlons d'abord de ceux qu'on a écartés. Les biens sur lesquels s'exerce le plus facilement la fraude sont les titres au porteur qui deviennent un élément de plus en plus important de la fortune des particuliers. La forme au porteur, en effet, rend aisée la dissimulation quand le défunt possédait ses titres chez lui, ou dans une banque et quand tous les héritiers sont capables et s'entendent. En 1906, M. Ch. Dumont propose la suppression des titres au porteur tels qu'ils existent actuellement. Il veut créer deux sortes de titres « nominatifs », ceux dont les arrérages, ne peuvent être payés, qu'au propriétaire du titre et ceux dont les coupons détachés de la souche nominative sont au porteur.

Mais cette proposition fut repoussée. Il faudrait que cette suppression soit réalisée dans tous les pays. Au point de vue économique, la libre circulation des titres au porteur est un moyen de développement de la richesse et du progrès. De plus si tous les titres étaient nominatifs, il y aurait moins de transactions à la Bourse. Pour certains titres, la cote pourrait même devenir nulle et ceux qui voudraient les négocier, ne trouveraient plus d'acheteurs. Pour

les valeurs étrangères, négociables sur plusieurs marchés, il faudrait conclure des ententes internationales.

On commence à fonder beaucoup moins d'espoirs sur ces ententes, destinées à découvrir les biens que les nationaux d'un pays possèdent en dehors de ce pays. Deux accords de ce genre ont été passés, l'un avec la Belgique en 1843, l'autre avec l'Angleterre en 1907. Ce dernier a donné quelques résultats.

Les administrations fiscales des deux pays se renseignent mutuellement. Le fisc anglais fait part au fisc français de ce qu'il sait de la contenance de la succession d'un Français mort en Angleterre, dont les héritiers sont français et réciproquement le fisc français rend au fisc anglais le même service.

Mais le plus difficile est de retrouver à l'étranger les titres qui ont passé la frontière et qui sont déposés par les propriétaires dans des coffre-forts de banques étrangères. Jamais le fisc français n'obtiendra le droit d'investigation dans ces banques. D'abord parce que souvent l'Administration du pays étranger n'a même pas elle-même ce pouvoir. De plus, l'étranger ne voudra pas tarir la source de ses dépôts de titres ou d'espèces qui concourent à assurer la prospérité de ses banques.

Des partisans enthousiastes de la ligue des Nations pourraient peut-être penser que cette ligue pourrait avoir dans l'avenir, à côté de pouvoirs politiques et

économiques, des pouvoirs fiscaux, qui permettraient aux gouvernements particuliers de suivre chez leurs voisins le sort de la fortune de leurs nationaux. Mais il serait imprudent de fonder des espérances sur une institution internationale si délicate, qui n'est qu'à l'état embryonnaire et qui ne dépassera peut-être pas ce stade d'évolution.

Si, ni la suppression des titres au porteur, ni la conclusion d'ententes internationales, n'ont satisfait le législateur, il a mis sa confiance dans d'autres systèmes qu'il importe maintenant d'examiner. Les dispositions dont il s'agit sont contenues d'abord dans la loi des finances du 8 avril 1910 où il était prévu une augmentation sensible du tarif des droits, puis dans la loi du 18 avril 1918, consécutive à la loi budgétaire du 31 décembre 1917 augmentant à nouveau le tarif.

Le droit le plus important et le plus ancien reconnu à l'Enregistrement est son droit d'investigation chez les dépositaires publics de valeurs, fonctionnaires, officiers ministériels (art. 54 de la loi de frimaire an VII) dans les sociétés (loi du 21 juin 1875). La loi du 25 février 1901 (art. 15) augmente ce droit d'investigation : une répression pénale est instituée et les contestations sont jugées par le tribunal civil. Quand les dépositaires savent qu'une succession est ouverte, ils doivent informer l'Enregistrement de ce qu'ils ont su des opérations en cours relativement à cette suc-

cession. Mais il y aura toujours les dépôts faits chez de simples particuliers qu'on ne connaîtra pas, dépôts rares, il est vrai, parce qu'assez scabreux même chez un ami sûr.

La loi du 18 avril 1918 soumet à un contrôle l'ouverture de coffre-forts, ce qui est un perfectionnement savant du droit d'investigation. A l'ouverture d'une succession du locataire d'un coffre, inventaire du contenu doit être fait par un notaire. Des pénalités sont prévues contre ceux qui ouvriraient le coffre. L'accès des coffres est réglementé minutieusement. Le même régime est applicable aux plis cachetés et cassettes en dépôt. Or, le fraudeur aura toujours la ressource de louer un coffre à l'étranger.

Une nouvelle arme donnée au fisc par cette même loi est le serment fiscal, qui consiste dans une déclaration de sincérité détaillée et signée, plus impressionnante que celle qui existait avant et qui précède l'énonciation des biens de la succession dans la déclaration de succession. Une fausse déclaration entraîne l'application des peines de faux serment, c'est-à-dire une amende énorme et un emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans de durée, en plus des peines fiscales comme le doublement des droits, au sujet desquelles l'Administration n'a pas le droit de transiger quand il s'agit de titres au porteur (loi du 8 avril 1910). Les peines correctionnelles avaient déjà été introduites par la loi du 29 mars 1914. Quant au

serment, tel qu'il est conçu dans la loi de 1918, il est la résultante d'un texte déjà adopté par les Chambres en novembre 1908, mais qui avait été disjoint de la loi des finances et abandonné.

Ce serment qu'il soit écrit, ou bien oral, ainsi que le préconisait M. Caillaux, à la Commission du budget le 2 octobre 1908, risque beaucoup d'être inefficace, malgré la sanction rigoureuse qui y est attachée. En effet, il s'établira, dans l'esprit des gens, une distinction entre le serment ordinaire qui peut être encore de quelque gravité et le serment fiscal qu'on peut violer quand on a la certitude de l'impunité et nous avons vu que certains échappatoires peuvent lui faire acquérir cette certitude. Il se rira, en conséquence de la menace d'emprisonnement. L'exode des capitaux à l'étranger n'en sera qu'accentué et le fraudeur sera peu inquiété par les renseignements que, d'après la loi de 1918, les consuls doivent adresser sur les valeurs mobilières qu'il peut posséder dans les pays où il a été les mettre à l'abri. Ces renseignements, au contraire, peuvent avoir plus d'utilité en ce qui concerne les successions des Français morts à l'étranger, surtout quand ceux-ci y possédaient des immeubles.

Ce n'est que sur quelques points spéciaux que la législation réussit à étreindre la fraude. Ainsi la loi du 31 mars 1903 empêche d'employer les comptes joints pour circonvenir le fisc ; un compte joint est

un compte ouvert par un banquier au nom de plusieurs personnes, chacune ayant le droit de retirer la somme déposée. Ce dépôt n'était pas notifié à l'Administration, puisque le survivant n'avait pas besoin d'invoquer le titre d'héritier pour le retirer. Aussi, la loi de 1903 établit une présomption, d'ailleurs non irréfragable, qu'il y a là des parts divisés et égales, et les sociétés de crédit sont tenues d'informer l'enregistrement de l'ouverture de ces comptes.

La loi de 1918 restreint la saisine : 1° sur les titres nominatifs ; 2° sur les indemnités d'assurances sur la vie. Avant d'entrer en possession de ces titres et indemnités, il faut justifier d'avoir acquitté les droits de mutation par décès.

La même loi sanctionne les indications erronées du lien de parenté et du nombre d'enfants en établissant une présomption irréfragable de mauvaise foi.

Enfin, il est établi une présomption non irréfragable de propriété du défunt pour tous titres remis aux successeurs moins de six mois avant le décès.

Signalons encore la menace de destitution à l'égard des officiers ministériels qui se rendraient complices des fraudes, menace sans application, car on se garde bien de se servir des officiers ministériels pour frauder et ceux-ci s'abstiennent prudemment de pareils actes et même de conseils. Une dernière mesure consiste à appliquer le serment fiscal au

recouvrement des créances douteuses. Toute somme recouvrée par l'héritier devra faire l'objet d'une déclaration supplémentaire qui aura même effet que la principale.

Nous avons ainsi terminé l'exposé de l'arsenal imposant de mesures imaginées, pour dérouter ceux qui veulent échapper au fisc. Or, chemin faisant, nous avons vu que le fraudeur peut encore se mouvoir les coudes avec assez d'aisance. Nous allons voir qu'en présence de l'Etat héritier, il ne conservera pas une pareille liberté d'allures.

Les droits d'un héritier aux mains de l'Etat, si efficaces qu'ils soient, vont paraître quelque peu vexatoires. Or : 1° il faut s'attacher à ce qu'ils ne le soient pas quand il n'y aura là aucune utilité pour l'Etat ; 2° quand l'Etat devra en user pour ne pas qu'on le trompe, il devra les employer dans toute leur ampleur et cette ingérence de l'Etat dans les affaires privées constitue, autant que la privation de part que subiront les héritiers, le levier moral de la réforme : ceux qui ne voudront pas de cet indésirable n'ont qu'à remplir leur devoir social ; 3° il faudra que les charges de l'Etat, comme héritier, soient réduites au minimum ; 4° droits et obligations de l'Etat héritier, devront être délimités strictement quand ils s'écarteront du droit commun, afin que les fonctionnaires ne soient pas tentés par l'arbitraire. C'est en me conformant à ces quatre principes dans

l'exposé des droits et obligations de l'Etat que nous répondrons à l'objection, que l'on pourrait me faire d'accorder à l'Etat des droits sans précédents.

Le point le plus important pour le fisc est d'arriver, une fois que le décès lui sera connu, à empêcher que les héritiers du sang, ne fassent disparaître de chez le défunt des biens meubles au sens large du mot et des pièces qui, par leur disparition, feront ignorer à l'Administration l'existence d'un actif mobilier. Comment le décès sera-t-il connu de l'Enregistrement ? Déjà les maires de chaque commune sont tenus de transmettre à la fin de chaque trimestre au receveur de l'Enregistrement de leur canton des notices contenant l'énumération des décès. Or, ce n'est pas au bout de trois mois que l'administration devra le savoir, mais le jour même de la déclaration du décès aux bureaux de l'Etat civil.

L'Etat civil devrait donc adresser à l'Enregistrement une notice contenant les nom, profession et domicile du défunt. Cette notice devrait contenir en outre, si possible, l'indication du nombre d'enfants laissé par le défunt. En effet, cette mention n'est pas exigée par l'article 79 du Code civil dans l'acte de décès. Mais l'officier de l'Etat civil pourrait interroger le déclarant à ce sujet, exiger même le livret de famille et transmettre la réponse.

L'Enregistrement, une fois en possession de ces renseignements, sera alors juge de savoir s'il doit

intervenir dans l'ouverture de la succession. Il devra se rendre compte rapidement d'abord si le défunt laisse une succession, puis dans l'affirmative, combien il laisse en réalité d'enfants. L'Administration de l'Enregistrement a diverses sources d'information. Au cas où le défunt ne lui est pas connu par le répertoire, l'indication de la profession est déjà un premier élément. Elle peut se faire communiquer par l'Administration des contributions directes un relevé des impositions du défunt. Enfin elle peut faire demander l'engagement de location. En ce qui concerne le nombre des enfants, elle peut exiger la présentation du livret de famille. Nous ne prétendons pas d'ailleurs donner ici une énumération complète des éléments à la disposition de l'Enregistrement. La pratique pourrait en révéler de meilleurs.

Cependant, dans ces investigations, l'Administration devrait inquiéter la famille du défunt le moins possible, par respect pour son deuil. Mais au fond c'est aux héritiers à faire la preuve qu'ils ne sont pas dans le cas de l'intervention de l'Etat comme co-héritier et cela si l'administration intervient sans avoir eu les éléments nécessaires à former sa religion. De plus si ces ménagements envers les héritiers devaient favoriser la fraude, l'Enregistrement ne devrait pas perdre de temps et avoir seulement le souci de la rapidité de l'intervention, au risque d'agir

alors que la succession ne justifie pas du tout cette intervention.

Quand l'Enregistrement pensera que l'Etat peut bien se porter héritier réservataire, il requerra immédiatement l'apposition des scellés au domicile du défunt et ce sera là la forme de son intervention. L'article 909 du Code de procédure civile le permet à tous « ceux qui prétendront avoir droit dans la succession. Les oppositions aux scellés, la levée du scellé, l'inventaire se passeront conformément au droit commun, y compris : 1° les prestations de serment lors de la clôture de l'apposition des scellés, par ceux qui demeurent dans le lieu, qu'ils n'ont rien détourné, vu, ni su, qu'il ait été rien détourné directement, ni indirectement (art. 914⁹) ; 2° « la prestation du serment, lors de la clôture de l'inventaire, par ceux qui ont été en possession des objets avant l'inventaire ou qui ont habité la maison dans laquelle sont les dits objets ; qu'ils n'en ont détourné, vu détourner ni su qu'il en ait été détourné aucun » (art. 943).

Nous rencontrons encore ici des serments analogues au serment fiscal dont nous avons signalé l'imperfection.

Précisément pour cette raison gagnerait-on à renforcer ces dispositions par d'autres mesures au cas où il y aurait néanmoins eu détournement. L'Etat pourrait faire apposer les scellés chez toute per-

sonne appelée à la succession ou étrangère à cette succession, suspecte du détournement dont il s'agit, ce qui supposerait que l'Administration a demandé une permission particulière pour chaque espèce, au président du tribunal civil, par voie de simple requête. Or, c'est une faculté permise à tout héritier par le droit commun. L'Enregistrement pourrait aussi se rendre compte des détournements en comparant le procès-verbal d'inventaire à la dernière déclaration de l'impôt sur le revenu faite par le défunt, en exécution de la loi des Finances du 15 juillet 1914 et en tenant compte des papiers domestiques du défunt datant de la dernière année de sa vie.

A cette nouvelle apposition de scellés éventuelle et comminatoire, ne pourrait-on pas ajouter encore l'application des peines du faux-serment contre ceux qui l'ont prêté, soit qu'ils aient détourné ou aient été complices de détournement. Cette application de l'article 7 de la loi du 19 avril 1918 serait plus efficace, étant donné que la confiance du fraudeur en lui-même serait fortement ébranlée. La grande arme de l'Etat résidera, en effet, dans l'apposition des scellés, qui permettra au fisc de mettre la main sur les registres et papiers domestiques du défunt et qui fournira à l'Etat de précieux renseignements. Il saura où sont les dépôts de valeurs mobilières au sens large du mot chez des particuliers ou dans des banques, en France ou à l'étranger. Il puisera

ensuite dans sa qualité d'héritier constatée dans l'intitulé d'inventaire, le droit de faire joindre, à la masse de l'actif ces dépôts ou comptes. Il disposera aussi de la saisie-arrêt pour conserver ses droits. Enfin, l'Etat pourra exiger de l'agent de change du défunt un relevé des opérations que son client l'avait chargé d'effectuer.

Une fois que l'actif sera ainsi connu de lui, par une expertise au besoin, l'Enregistrement pourra abandonner sa rigueur, et spécialement l'initiative des opérations de liquidation aux héritiers du sang. Quelle va être la nature du droit de l'Etat dans la suite ? Il va être considéré comme un héritier légitime, à réserve, possédant la saisine et n'ayant pas besoin d'être envoyé en possession comme lorsqu'une succession en déshérence lui échet. Il recueillera directement les biens et droits de toute nature qui composent sa part. Cependant on ne peut aller jusqu'à dire, s'il est seul héritier, qu'il continue la personne du défunt. En conséquence, les droits d'auteur, d'après la loi du 14 juillet 1866, s'éteindront avec le défunt.

L'Etat a le droit d'option. Il recueillera une part de passif comme une part d'actif. Il pourra renoncer s'il s'est trompé avant l'inventaire sur la valeur de la succession. S'il a accepté, il jouira de plein droit du bénéfice d'inventaire, car le droit administratif lui défend de se grever de dettes non votées. L'option

sera exercée conformément au droit commun. La renonciation sera toujours expresse par déclaration au greffe du tribunal civil. De même, la prescription du droit d'option sera pour l'Etat de trente ans. Au bout de cette période, s'il n'a pas pris parti, il sera considéré comme étranger à la succession. L'acceptation de l'Etat devrait être expresse, en employant la forme de l'acceptation bénéficiaire au greffe ; l'Etat s'abstiendrait d'actes de prises de possession avant le partage dont on ne pourrait induire, il est vrai, son acceptation tacite pure et simple. L'Etat, bien qu'ayant la saisine, ménagerait ainsi les héritiers du sang s'il y en a ou les légataires universels jusqu'au partage en évitant d'intervenir à nouveau autant que possible dans les affaires successorales. L'Administration de l'Enregistrement aurait le devoir de prendre parti aussitôt qu'elle connaîtrait le résultat de l'inventaire. Elle aurait néanmoins le droit de provoquer le partage si l'indivision se prolongeait par trop.

Au cas où l'Etat aurait d'abord renoncé à la succession et où il découvre un détournement d'actif, il peut toujours, conformément à l'article 790 du Code civil, rétracter sa renonciation à condition que le droit d'option ne soit pas prescrit par trente ans. Mais dans cette hypothèse de découverte par l'Etat d'une dissimulation d'actif, si les autres héritiers ou légataires universels avaient accepté bénéficiairement

ou même avant qu'ils aient opté, l'Etat aura toujours à sa disposition la pétition d'hérédité, sans préjudice pour les recéleurs des sanctions pénales, notamment de l'application des peines de faux serment, et de la privation de part pour recel de biens héréditaires. De plus, un autre effet du recel vis-à-vis des co-héritiers fraudeurs sera l'acceptation forcée, pure et simple, de la succession, entraînant la déchéance de l'acceptation bénéficiaire si elle a déjà été faite et celle de la faculté de renoncer. On reconnaitra le recel, dit la Cour de cassation, à toute fraude commise sciemment, qui a pour but de rompre l'égalité du partage, quels que soient les moyens employés (D. 95. 1. 200).

L'hypothèse de renonciation par l'Etat, alors que les autres héritiers ou légataires universels, acceptent bénéficiairement, pourra en effet être fréquente, car l'Etat, quand, dans la succession, l'actif égale le passif, n'a pas intérêt à prendre la charge de s'associer à la liquidation de cette succession qui ne doit rien lui rapporter.

Lorsque l'Etat aura exercé son droit d'option, il va être tenu du passif aussi bien que de l'actif. Si l'Etat n'est pas seul héritier, il y aura division des dettes conformément au droit commun : chaque héritier est tenu des dettes provisoirement pour sa part virile (art. 873 du Code civil) et définitivement après partage pour sa part héréditaire (l'article 1.220 du Code

civil). D'ailleurs les cohéritiers pourront convenir que l'Etat ne paiera pas sa portion de dette, ce qui est encore conforme au droit commun, quitte à abandonner au co-héritier qui paie les dettes une part d'actif égale au montant de la part de passif dont sera déchargé l'Etat. L'Etat, en effet, serait libéré d'une vraie charge par cette convention entre co-héritiers et la plupart du temps les créanciers successoraux les plus pressés s'adresseront plutôt aux héritiers du sang qu'à l'Etat, car il est plus difficile de faire payer l'Etat qu'un simple particulier.

En effet, il faut appliquer ici une règle du droit administratif qui s'applique déjà à l'Etat tenu des dettes d'une succession tombée en déshérence. Cette règle a été consacrée par un arrêt du Conseil d'Etat du 12 avril 1843. Les créanciers de l'Etat doivent faire liquider et ordonner leurs créances qui sont des dépenses publiques. La créance qui dépasse 5.000 francs doit être sanctionnée par le ministre des Finances. Enfin les créanciers ont cinq ans pour réclamer le paiement à partir de l'exercice pendant lequel la dépense a été ordonnée. De cette façon les créanciers successoraux auront même intérêt, surtout quand la solvabilité des héritiers est aussi bonne que celle de l'Etat, à demander à ces derniers eux-mêmes paiement du tout sans mise en cause de l'Etat, quitte à leur consentir une réduction de leurs créances, une sorte d'escompte ce qui ne

serait d'ailleurs pas en faveur du crédit des pères de famille qui ont peu d'enfants.

Au partage, le fonctionnaire représentant l'Etat devrait même être autorisé à faire quelques sacrifices pour ne pas avoir cette charge de payer les dettes.

Il en sera de même pour le paiement des legs par l'Etat et si le testateur veut qu'ils soient promptement acquittés, il aura soin de charger de leur paiement les héritiers du sang et les légataires universels à l'aide de la quotité disponible. De sorte que l'Etat sera souvent déchargé de ce paiement des legs comme du paiement des dettes.

L'Etat jouit quand même pendant le délai de trois mois et quarante jours, à partir de l'ouverture de la succession, de l'exception dilatoire destinée à repousser les réclamations des créanciers. Si donc l'Etat a néanmoins des dettes à sa charge, il sera toujours tenu *intra vires successionis*, puisqu'il ne peut accepter que sous bénéfice d'inventaire comme un incapable, ce bénéfice d'inventaire entraînant de plein droit séparation des patrimoines au profit des créanciers successoraux. Si le créancier est pressé de rentrer dans ses fonds, avons-nous dit, et si la créance est trop forte pour ne pouvoir poursuivre que les héritiers autres que l'Etat, il ne pourra pas en tant que créancier de l'Etat obtenir un recouvrement rapide de sa créance. Cette considération ne sera pas

sans nuire à nouveau au crédit d'un débiteur âgé qui aura peu d'enfants. Ce sera une nouvelle déchéance à son égard, d'ailleurs assez mérité. Mais si le créancier en traitant avec le défunt a eu soin de stipuler l'indivisibilité de la dette il évitera de s'adresser à l'Etat et poursuivra pour le tout un ou plusieurs héritiers ou légataires universels. Il en résultera que de plus en plus les créanciers stipuleront l'indivisibilité, ne voulant pas avoir pour débiteur l'Etat. Ils pourront ainsi se faire payer normalement avant le partage.

La question du rapport préalable au partage des masses active et passive se règle conformément au droit commun. L'Etat aura l'action en partage. Mais pourra-t-il participer à une convention d'indivision? Rien ne s'y oppose, pourvu qu'un partage provisionnel soit fait. La présence de l'Etat comme copartageant ne modifiera en rien les règles du partage. Cependant afin d'éviter le partage judiciaire, au cas où il y a un mineur, l'Etat ne pourra se porter garant, avec les co-héritiers de l'acceptation du partage par le mineur, devenu majeur, car l'Etat contracterait ainsi une obligation de garantie à objet non limité et fut-elle limitée, l'Administration, ne peut risquer d'engager des dépenses publiques non votées; même au cas où l'un des cohéritiers seul se porterait fort pour le mineur, ce dernier pourrait faire tomber le partage. Il faudrait donc dans ce cas employer forcément le par-

tage judiciaire, l'Etat ayant intérêt à ce qu'il soit définitif, à moins que l'on ne vote la réforme déjà proposée : autoriser le partage amiable à condition que le mineur soit valablement représenté.

Qu'il y ait lieu à partage amiable ou à partage judiciaire, l'Etat n'a aucun intérêt à avoir des lots semblables à ceux des autres co-héritiers. Bien mieux ce serait pour lui un avantage de ne pas recevoir de biens en nature, mais une créance en argent égale à sa réserve ou tout au moins, de larges soultes venant compléter les biens en nature qui lui seraient échus. Ainsi, il n'aurait pas à administrer et à réaliser les biens qu'il peut recueillir, surtout en ce qui concerne les immeubles ; s'il y a lieu à partage amiable, le représentant de l'Etat, abandonnera bien volontiers les immeubles et meubles en nature aux lots des co-héritiers, si ces derniers le préfèrent. Si au contraire les co-héritiers ne veulent pas des biens en nature, en désirant les titres de créance, l'Etat aura le droit et l'intérêt de résister à ces prétentions et il pourra y avoir lieu à partage judiciaire. Pour en éviter les frais, les parties auraient peut-être intérêt à transiger sans avoir besoin d'admettre l'application de l'article 832'. « Il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. » Cette règle leur serait imposée au cas de partage judiciaire.

Mais ne doit-on pas aller plus loin et établir, en cas de partage judiciaire, une règle d'exception en faveur de l'Etat d'après laquelle « quand l'Etat est co-héritier, il devra lui être attribué de préférence des titres nominatifs ou au porteur, des créances hypothécaires et chirographaires ». Il va sans dire que ces biens seraient pour l'Etat ceux les plus facilement réalisables et avec le minimum de pertes. Jusqu'à l'époque de leur réalisation, leur gestion nécessiterait également moins de frais que celle d'immeubles.

On peut objecter que j'institue une nouvelle déchéance, non plus contre le défunt, mais uniquement contre les héritiers. Or, il me semble que l'institution de l'Etat héritier, elle-même frappe bien directement les co-héritiers comme le défunt et que la nouvelle déchéance que je propose atteindra non seulement les héritiers, mais le défunt en ce qu'il songera que l'égalité du partage sera rompue en ce qui concerne la consistance des biens. Mais cette déchéance est une nécessité impérieuse pour diminuer les charges de l'Etat.

Jusqu'à présent, j'ai parlé des biens en nature, des titres de créance ; il y a aussi des propriétés incorporelles très importantes comme les fonds de commerce, brevets d'inventions, offices ministériels qu'il faudra partager. Les co-héritiers de l'Etat auront grand intérêt à garder ces propriétés souvent très fructueuses, sauf à remplir de ses droits l'Etat à

l'aide de soultes. Le représentant de l'Etat aura à s'y prêter de bonne grâce et accordera le paiement de ces soultes par fractions, en exigeant naturellement l'intérêt de ces sommes. Il va sans dire que l'Etat n'aurait aucun droit sur les souvenirs de famille et portraits, bien qu'ils soient partageables d'après un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 3 mars 1896 dans D. 96, II, 54, et sur les biens impartageables comme les titres de noblesse.

Nous avons supposé que l'Etat recueillerait le moins possible d'immeubles et de meubles en nature. Cependant si la succession est exclusivement immobilière, on ne peut multiplier les mesures d'exception en faveur de l'Etat, et il n'obtiendra pas toujours du co-héritier sa réserve en espèces. Il recueillera donc des immeubles. Quant au mobilier, l'Etat obtiendra plus facilement que le co-héritier se l'attribue en totalité, puisqu'il représente une valeur bien moindre que celle des immeubles. Il n'en recueillera peut-être que si la succession ne comporte que du mobilier.

Quand il écherra des immeubles, ou du mobilier à l'Etat, il pourra administrer ce patrimoine tel quel comme il administre son domaine privé ou le réaliser. S'il le réalise devra-t-il employer la forme habituelle des ventes de biens du domaine ou celle des biens échus à l'Etat par déshérence? Dans le cas de déshérence, les immeubles que l'on veut réaliser

doivent être vendus avec autorisation de justice ; les meubles peuvent l'être sans autorisation, mais il faut recourir à l'adjudication, la vente de gré à gré en étant interdite. S'il s'agit de biens domaniaux, point n'est besoin d'autorisation de justice. Les immeubles sont vendus par adjudication aux enchères avec concurrence et publicité (Loi du 16 brumaire, an V, art. 9, du 1^{er} juin 1864, art. 1^{er}). Pour les meubles, les cessions amiables peuvent être consenties toutes les fois que les circonstances rendent impossible ou inopportune la vente aux enchères. Actuellement les cessions amiables sont autorisées par le ministre des Finances ou par les directeurs locaux suivant que le prix des objets dépasse ou non 500 francs. Les deux systèmes de réalisation des biens sont donc bien différents. Or, il n'y a aucune raison qui fasse entourer la vente de biens appartenant à l'Etat, comme héritier, de précautions spéciales comme la nécessité d'une autorisation de justice. On appliquerait donc ici le système de la vente de biens domaniaux ; l'Etat ne craint plus, comme en cas de déshérence, la venue d'héritiers qui ne s'étaient pas encore fait connaître. Il a la libre et entière disposition des biens qu'il recueille comme héritier et doit les réaliser dans les meilleures conditions possibles.

Dans les paragraphes précédents, nous avons étudié les droits de l'Etat comme héritier en général. Ses droits sont encore renforcés par sa qualité de

réservataire. Il vient en concurrence avec les plus proches héritiers du sang, s'il y en a ou, à leur défaut, avec les légataires universels. S'il n'y a aucun héritier ab-intestat ou testamentaire il y aurait déshérence pour la succession. Il n'aura pas vocation au tout, comme tout réservataire. On vient, en lui donnant une réserve, lui assurer une quote-part de la succession au détriment des héritiers et pas plus. De même s'il doit de toute évidence contribuer pour sa part aux frais occasionnés par l'ouverture et la liquidation de la succession, il ne contribuera nullement aux frais funéraires. Il y a là l'intervention d'un devoir moral dont la modalité de l'accomplissement doit rester étranger à l'Etat.

Avant de terminer cette description rapide des droits et charges de l'Etat comme héritier, il convient de repousser quelques critiques les plus généralement adressées à l'ensemble du système. Le défaut principal du système serait d'attribuer à l'Etat une masse de biens de la nature la plus diverse dont l'acquisition et la conservation lui créeraient de gros embarras.

L'Etat va acquérir des biens très différents, nous dit-on ! peu importe : ce que l'Etat devra chercher à avoir, ce seront des biens facilement réalisables et aisés à gérer comme les titres au porteur ou nominatifs, les créances hypothécaires, chirographaires. C'est en nous attachant à cette idée que nous

avons exposé les règles du système. Quant aux immeubles, maisons ou terres qu'il sera forcé de gérer, en attendant une réalisation dans de bonnes conditions, il me semble que l'Etat n'a pas attendu qu'on le déclare un jour héritier pour partie de certains particuliers, pour savoir gérer ses immeubles.

L'Etat serait gêné pour participer aux partages ! Pourquoi un fonctionnaire, qui a des connaissances juridiques, le serait-il pour veiller aux intérêts de son Administration ? Je crois plutôt qu'il serait gêneur que gêné ! l'Etat serait entraîné relativement dans de nombreux procès ! La pratique révèle qu'ils sont beaucoup plus fréquents en matière de testaments, qu'à propos de partages. D'ailleurs, l'Etat n'a-t-il pas à soutenir déjà très souvent des procès par le ministère de ses avoués ? Une dernière objection est faite : vous allez accroître le nombre des fonctionnaires. L'acquisition et la conservation des biens seraient confiées à l'Administration des Domaines et de l'Enregistrement, la mieux qualifiée par les connaissances de son personnel. Or on ne peut faire rien avec rien. Il y aura des ressources nouvelles pour payer ces fonctionnaires nouveaux et ces nouveaux traitements grèveront peu la totalité des sommes dont l'Etat hériterait.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Mais si le système de l'Etat héritier est à mon avis préférable à celui qui consiste à surélever simplement les droits de mutation dans les familles peu nombreuses, il reste bien imparfait, comme nous l'avons annoncé, ne serait-ce que par l'exagération de la part accordée à l'Etat ; on pourrait d'ailleurs taxer du même reproche le projet Marsal. En effet si on avait l'intention d'instaurer un régime permanent, destiné à réaliser l'abolition du privilège de l'enfant unique et des enfants d'une famille restreinte par rapport à ceux d'une famille nombreuse, au point de vue de la quotité de l'héritage qu'ils recueillent respectivement, si on voulait, comme le dit M. Bertillon, mettre le fils unique dans la situation où il serait s'il avait des frères et sœurs, si on voulait enfin rétablir cette rupture d'équilibre, alors on pourrait accepter que l'enfant unique et les enfants d'une famille peu nombreuse se voient enlever une grosse part de ce à

quoi ils ont droit actuellement. Resterait à discuter en faveur de qui cette réduction de part serait opérée ? Mais le but que nous poursuivons n'est pas là. L'institution, nous le répétons, n'est que l'établissement d'une menace que nous espérons temporaire, destinée à apprendre le chemin du devoir social à ceux qui l'ont oublié volontairement. Dès lors, il importe seulement que les citoyens aient la pensée qu'une partie de leur patrimoine pourra aller à l'Etat à leur mort. L'effet bienfaisant que l'on doit attendre de ce sentiment de crainte sera sensiblement le même, que la partie de ce patrimoine en danger soit plus ou moins grande. De plus, cette menace est doublée d'une pénalité, pénalité qui jouera contre des gens qui regretteront peut-être leur égoïsme ; il ne faut donc pas que cette pénalité soit trop sévère, alors qu'il n'est plus temps d'y remédier en créant de nouveaux enfants.

Il existe enfin une raison beaucoup plus forte à ce que la part de l'Etat ne soit pas trop importante. Si les prétentions de l'Etat tarissaient à ce point l'héritage, elles tariraient de la même façon la formation des capitaux. La grande majorité des individus ne songerait plus à économiser pour leur descendance, sachant qu'à l'époque de leur décès leurs capitaux feront l'objet, de la part de l'Etat, d'une prise de possession énorme et à ce phénomène économique, il n'y aurait nul remède ! En faisant un peu de

psychologie, on pourrait m'objecter que tous les hommes agissent de leur vivant comme s'ils devaient toujours exister et qu'ils continueraient comme par le passé à amasser un capital. Nous ne croyons pas qu'ils ne tiennent pas compte d'une menace aussi énorme et aussi directe. Le plus qu'ils puissent faire est de conserver le strict minimum nécessaire à assurer leurs vieux jours. Ils dépenseront d'autant plus facilement le surplus que les appétits de jouissance croissent proportionnellement au perfectionnement de la civilisation.

Non seulement M. Bokanowski institue l'Etat héritier pour une très grosse part, mais il n'a pas traité des questions très importantes, inséparables de l'institution. Il en est une qu'il faut aborder de suite avant d'examiner dans quelle proportion il convient de faire de l'Etat un héritier. Je veux parler des successions des célibataires qui doivent aussi compter l'Etat comme héritier. Loin de nous est la pensée de vouloir traquer les célibataires et les forcer malgré eux à entrer dans la vie conjugale, vie pour laquelle ils ne se sentent nullement aptes, d'ailleurs par égoïsme la plupart du temps. La question est en effet très délicate à de nombreux points de vue, surtout pour les femmes. L'imposition des célibataires a été souvent réclamée pour favoriser la nuptialité. Sans doute à l'augmentation de la nuptialité correspond une augmentation du chiffre des naissances.

Mais l'homme qui se marie avec l'intention d'avoir une postérité la plus restreinte qu'il lui sera possible comprend-il mieux, son devoir social que s'il restait célibataire ? les deux mentalités sont aussi déplorables l'une que l'autre.

Or, si je préconise l'Etat comme héritier des célibataires, c'est parce que dans le cas contraire, il y aurait un échappatoire très grave à l'institution que nous exposons : puisque l'état de mariage est grevé d'une charge lourde, se dirait-on, il devient bien plus commode de ne pas se marier du tout.

Il y aura pourtant une minorité de célibataires, qui, peut-être, sont dans l'impossibilité physique de se marier. Or, on ne peut quand même établir une exception en leur faveur, exception dont la constatation serait délicate, voire même scandaleuse ; ce serait remettre en question toute l'institution. Cet argument a la même valeur contre ceux qui viendront dire que beaucoup de femmes ne se marieront pas faute de maris, qui ne les demanderont pas, surtout après l'hécatombe de jeunes hommes à laquelle la guerre a donné lieu. D'ailleurs, il est peu probable que les jeunes filles ayant certaines espérances souffrent beaucoup de ce désavantage et c'est précisément pour ces jeunes filles seules qu'existe le désavantage de partager avec l'Etat. On pourrait encore objecter que ce serait frapper d'une incapacité non justifiée les prêtres catholiques et religieux. Or, on doit leur

appliquer l'égalité de traitement d'autant plus que sous l'ancien droit on n'avait pas hésité à les déclarer morts civilement, peu important d'ailleurs les raisons qui avaient fait établir contre eux cette incapacité totale.

Il faut donc appeler l'Etat à la succession de tout célibataire, homme ou femme et dans une proportion même plus forte que lorsque le *de cujus* était marié pour que l'échappatoire soit complètement vain et parce que le célibataire n'a voulu aucune charge de famille, en se débarrassant sur les autres du soin d'assurer la pérennité de la Nation. D'ailleurs, nous avons vu en parlant des lois caducaires que les Romains n'avaient pas hésité à frapper les célibataires d'une incapacité totale de recevoir, qui fut pourtant tournée à l'aide de fidei-commis. Cette incapacité de recevoir était moins juste que celle de transmettre, car le célibataire pouvait se marier après avoir subi cette incapacité, ayant subi la peine pour une faute qu'il réparait ensuite. De plus, cette incapacité n'avait pas une portée générale puisque les proches parents du testateur y échappaient.

Il faudrait déterminer ensuite à partir de quel âge on pourrait atteindre les célibataires. C'est encore une question épineuse. Diverses propositions furent faites. Les Romains frappaient les célibataires à partir de vingt-cinq ans pour les hommes et vingt ans pour les femmes. Nous avons dit que M. R.

Doucet en établissant une capacité de succéder restreinte pour les célibataires, fixait l'âge à partir duquel cette capacité aurait son effet, à trente ans pour les hommes et vingt-cinq ans pour les femmes. Nous estimons que la limite de trente ans est celle que l'on met en avant d'ordinaire et que l'on doive adopter, sauf en ce qui concerne les femmes plus désavantagées en ce qui concerne cette contrainte imposée aux célibataires. Pour ces dernières, on pourrait reculer la limite jusqu'à trente-cinq ans. Ce serait d'ailleurs, nous le reconnaissons, une bien mince faveur, si ce n'est pour celles qui mourraient avant cet âge, en comparaison du désavantage précédemment constaté à leur égard. Avec ces limites d'âge pour les deux sexes, on ne pourrait pas craindre en outre les mariages prématurés.

Après avoir sévi contre les célibataires qui n'ont pas rempli leur devoir social, il faut atteindre les gens mariés qui ne l'ont pas rempli. Nous avons à tenir compte de ceux d'abord qui, à leur succession, ne laissent aucun enfant, qu'il s'agisse du prédécédé des époux ou du survivant qui ne s'est pas remarié. Quand il s'agissait du survivant et non remarié, les Romains l'appelaient le *solitarius* ou *solitaria* et le mettaient sur le même rang que le célibataire au point de vue de l'incapacité de recevoir. Ils assimilaient le divorce au cas de mort de l'un des époux. Nous admettons en principe cette assimilation du divorcé

ou de la divorcée sans enfants, au veuf ou à la veuve sans enfants. Mais nous n'estimons pas qu'il convienne de mettre exactement sur le même rang que les célibataires les veufs ou divorcés, pas plus que nous ne penserions à rendre également incapables le célibataire et le prédécédé dans un ménage sans enfants. En ce qui concerne le veuvage, il se produit souvent que le survivant est arrivé à un âge où le mariage ou la naissance des enfants se ferait dans des conditions défavorables. En ce qui concerne les divorcés, les deuxième nocés sont souvent fort mal vues des personnes qui ont des sentiments religieux et de ce fait les divorcés ont un désavantage quand ils veulent contracter une nouvelle union. Pour cette raison, nous appliquerons le même traitement à ces derniers qu'aux veufs et veuves.

Pourtant quand le veuvage ou le divorce a lieu de bonne heure, la nation aurait intérêt à ce que ces individus jeunes et sans enfants fondent une nouvelle famille. De plus, l'union a eu une durée si brève qu'elle ressemble presque à une interruption momentanée du célibat. Aussi, nous proposerions d'introduire un correctif et de soumettre au régime d'incapacité des célibataires, les veufs ou veuves, divorcés ou divorcées sans enfants dont l'union s'est dissoute lorsqu'ils avaient moins de trente ans. De plus, il ne faut pas pousser l'époux survivant à se remarier le plus tôt possible après le deuil qu'il vient de subir.

Aussi lui accorderait-on un délai de deux ans à partir du décès de son conjoint pendant lequel s'il meurt lui-même, il échappe à l'incapacité des célibataires. Ainsi si le survivant a trente ans quand son conjoint décède et s'il meurt lui-même à trente et un ans, il ne sera pas soumis à l'incapacité dont s'agit. Pour les divorcés, il faut établir également une sorte de délai de grâce, afin de ne pas favoriser par exemple le mariage de l'époux coupable d'adultère avec son complice. Ce délai serait de deux ans également. D'ailleurs, les lois caduques prévoyaient des délais identiques.

Nous en arrivons maintenant aux gens mariés. De combien d'enfants doit se composer la famille qui échappera à la déchéance d'avoir l'Etat pour héritier ? Les divers systèmes divergent beaucoup sur ce point pour ne rappeler que le système Bokanowski qui exempte de toute déchéance la famille qui a cinq enfants, tandis que M. Marsal souhaite neuf enfants à chaque famille française !

M. de la Grasserie est moins ambitieux, il pense que l'Etat doit avoir trois enfants pour conserver son chiffre de population. Nous croyons qu'il est dans le vrai et qu'il y a là un minimum indispensable. Mais il ajoute qu'ainsi nous aurons un accroissement proportionnel à celui qu'auront les autres nations. Or, ce résultat ne se produira que lorsque les nations auront reconnu la justesse de son avis. Nous ne

pensons pas d'ailleurs qu'il faille trop s'occuper des conceptions de nos voisins. Il faut avant tout chez nous obtenir que notre population ne diminue pas. Rêver de la faire accroître dans la même proportion que celle de nos voisins est très noble, mais d'une réalisation bien incertaine.

C'est pourquoi nous voyons dans la famille à trois enfants la famille « normale » et là nous reprenons l'expression d'un érudit de l'Economie politique, M. Paul Leroy-Beaulieu. Les deux premiers enfants remplaceront le père et la mère et le troisième assure seul contre les risques de perte de l'un des deux qui le précèdent. Ce troisième enfant donne de grandes probabilités de perpétuité familiale et de perpétuité de notre plus grande famille, la Nation ! Les Romains d'ailleurs, avec leur admirable sens pratique, avaient attaché une importance particulière au troisième enfant ; si l'on avait trois enfants on était exempt de toutes charges personnelles. Il ne faut donc pas prôner une ample prolificité qui effraierait les familles, mais imposer ce troisième enfant si nécessaire à la famille et à la nation.

Sortons du domaine de l'Economie politique, pour préciser juridiquement de quel « enfant » on tiendrait compte pour savoir s'il y a lieu à déchéance et si oui quelle déchéance. On appliquera sans hésitation l'article 725 du Code civil. « L'enfant conçu est tenu pour vivant. » Que doit-on décider, en ce qui

concerne l'enfant indigne ? L'indignité est un cas heureusement fort rare. Cependant, il y a là une question, morale d'ailleurs, aisée à trancher. L'indigne n'est pas apte à succéder. L'Etat doit-il recueillir sa part et profiter de l'indignité par contre-coup ? Certes non, le père de famille n'est pas responsable de l'indignité de son fils. Il l'a élevé, et a probablement tout fait pour que son fils ne devienne pas un chenapan. La part de succession de l'indigne accroîtra celle ou celles des successeurs *ab intestat*. Il n'y a pas à craindre une fraude contre l'Etat, car l'indignité est prévue dans des cas trop graves (art. 727 du C. civ.) pour qu'on puisse les provoquer fictivement. Ces cas sont d'abord celui de meurtre ou de tentative de meurtre sur la personne du *de cuius*. Il faut qu'il y ait eu condamnation de l'indigne. Un deuxième cas est celui d'« accusation calomnieuse ». Là aussi, il faut que l'indigne ait été condamné comme calomniateur. Le troisième et dernier cas consiste dans la non-dénonciation par un des héritiers du meurtre du défunt. Ce cas ne s'est jamais présenté en pratique.

L'héritier renonçant, qui compte pour le calcul de la réserve des autres, comptera pour celui de la réserve de l'Etat, bien qu'au cas où la succession est mauvaise, l'Etat y aura renoncé lui-même.

Bien plus importante est la question de savoir ce que l'on va décider quand le défunt ne laisse pas

d'enfants légitimes ou légitimés, mais des enfants naturels. De plus, il peut laisser enfant naturel et enfant légitime ! Est-ce que l'enfant naturel va tenir exactement la place d'un enfant légitime eu égard au calcul de la réserve de l'Etat ? C'est une question de principe que l'on doit trancher par une distinction. Il faut considérer si le défunt était célibataire ou non.

S'il était célibataire, peut-on le relever de sa déchéance quand il a des enfants naturels reconnus ? Ce célibataire a évidemment répondu au vœu de la Nation en procréant, mais on ne peut reconnaître qu'il a ainsi fondé la famille telle que la majorité des Français la conçoit, sans mettre sur le même pied concubinage et mariage. Le célibataire qu'il ait des enfants ou qu'il n'en ait pas sera donc frappé de la plus forte incapacité de transmettre sa succession.

Que doit-on décider si un enfant naturel est appelé à la succession d'un époux ! Doit-il compter comme un enfant légitime ? Il serait difficile de méconnaître l'existence de l'enfant naturel dans le cas où son auteur est marié. Mais tout ce qu'on pourrait faire en sa faveur serait de l'assimiler à un enfant légitime dans les cas où le droit commun lui permet d'être adopté. Et encore, ce droit commun devrait être modifié comme nous le verrons quand nous établirons la situation de l'enfant adoptif en face de l'institution de l'Etat héritier.

Nous avons supposé dans ce qui précède que les enfants du défunt étaient tous vivants. Qu'arrivera-t-il si l'un est mort avant que l'un des parents précède ou après ce précéder, mais avant le décès du survivant ? Si l'enfant qui meurt ainsi prématurément, laisse des enfants, il sera tout naturel d'appliquer le système de la représentation, tel qu'il est prévu aux articles 739, 740, 743 du Code civil en ligne descendante. C'est une fiction légale qui permet au ou aux descendants de l'enfant précédé de succéder au lieu et place de leur auteur. Elle a lieu à l'infini en ligne directe descendante. Le partage se fait par souches ; les descendants de l'enfant précédé ont droit à des parts égales. Cependant si les descendants ne sont pas légitimes, mais naturels, la représentation ne pourra s'appliquer afin de respecter le principe de notre Code d'après lequel aucun lien de parenté et d'hérédité n'existe entre l'enfant naturel et les auteurs de ses parents. Si l'enfant est légitimé ou adoptif, il est assimilé à l'enfant légitime.

Il n'y a donc aucune difficulté, à appliquer le droit commun. Mais si l'enfant précédé n'a aucun descendant, la question devient controversée. Faut-il avoir trois enfants vivants au jour de l'ouverture de la succession de l'auteur ou tient-on compte dans ce nombre de trois de celui ou ceux qui ont pu mourir avant ce jour ? Les systèmes de la Grasserie, Doucet ont prévu la question expressément. M. Boka-

nowski en a parlé incidemment. M. Doucet se demande, en effet, si les enfants décédés devraient, entrer en ligne de compte pour le calcul de la capacité étendue de recevoir qu'il propose d'accorder aux auteurs de familles nombreuses. Comme il ne s'occupe que d'amoinrir les charges pécuniaires des familles nombreuses, la capacité doit être appréciée d'après les besoins de la famille au jour de l'ouverture de la succession. Il se défend d'avoir l'idée d'une sanction pénale vis-à-vis de ceux qui n'ont pas ou peu d'enfants et par conséquent de faire entrer en ligne de compte les enfants prédécédés. M. Bokanowski a adopté la même solution ; il faut tenir compte seulement des enfants vivants à l'ouverture de la succession. On le déduit d'abord du texte de la proposition elle-même. « Dans toutes les successions qui ne seraient pas dévolues à quatre enfants au moins... » Son intention n'est plus douteuse quand on considère son addition subséquente déjà mentionnée « font nombre comme s'ils étaient présents les enfants morts au service de la nation ».

Enfin c'est la solution adoptée par la loi des Finances du 31 décembre 1917, qui institue l'impôt sur le capital de la succession perçu seulement sur les successions où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants ou représentés. On tient compte naturellement des victimes de la guerre. Un amendement Lefas (*J. of.*, p. 3419), tendant à tenir compte

des enfants ayant vécu, a été écarté par la Chambre des députés le 21 décembre 1917.

Malgré que nous ayons contre nous la majorité de l'opinion actuelle, tout au moins de l'opinion parlementaire sur cette question, nous n'hésitons pas à affirmer qu'il faut dans le calcul du nombre des enfants tenir compte de ceux qui sont morts par suite du caractère de déchéance que nous attribuons à l'institution de l'Etat héritier.

M. de la Grasserie, qui considère cette institution sous le même angle, estime à juste titre qu'il ne dépend pas entièrement du père que ses enfants lui survivent ; il prévoit que le père, une fois les enfants nés, peut ne pas leur donner tous les soins nécessaires et se soucier fort peu de les élever. Aussi pour qu'on tienne compte des enfants décédés, il faut qu'ils aient été élevés pendant un certain temps pendant lequel leur existence dépend beaucoup de la volonté de leurs parents. Cet âge s'étend jusqu'à trois ans. L'auteur ajoutait que si l'enfant mourait avant dix ans, les parents pouvaient être tenus de prouver qu'il n'y a pas eu manque de soin de leur part.

Je trouve que M. de la Grasserie fait bon marché de l'amour paternel ou maternel. En général, si un enfant qui n'a pas été désiré, vient au monde, l'instinct de la paternité ou de la maternité surgit et est tel qu'on fait le meilleur accueil possible au nouveau-

né, surtout chez les gens qui possèdent et qui ont des ressources pour l'élever. C'est précisément cette catégorie de gens que la réforme atteint et je ne crois pas qu'ils aient une mentalité assez basse pour procréer des enfants qu'ils laisseront ensuite dépérir. Les précautions de M. de la Grasserie me semblent donc parfaitement inutiles, et celle qui consiste à obliger des parents à faire la preuve qu'il n'y a pas eu manque de soin de leur part, me paraît d'une réalisation pratique plutôt douteuse.

Néanmoins, je reste partisan qu'on tienne compte des enfants prédécédés. J'ajouterai qu'il y a d'autres motifs d'adopter cette solution. D'abord les familles, qui possèdent des enfants chétifs et qui meurent prématurément, seraient désavantagées. Ils ont pu succomber à la suite de maladies ruineuses pour le père qui s'est pourtant efforcé d'accomplir son devoir social.

De plus, au cas où un enfant meurt après l'un des parents et avant l'autre, il y a une injustice flagrante dans l'application de l'incapacité. Prenons un exemple : Un ménage a trois enfants. La mère meurt à quarante-cinq ans, le père décède à soixante ans. Dans l'intervalle meurt l'un des trois enfants sans qu'il laisse lui-même d'héritiers. A l'ouverture de la succession de la mère, la succession est partagée normalement sans que l'Etat ait à réclamer un droit de succession. A l'ouverture de la succession du

père, il n'y aura plus que deux enfants vivants et l'Etat prendra part au partage comme héritier réservataire. Pourquoi cette différence de traitement entre les deux successions, alors que les époux ont une famille normale ? Cette raison est évidemment la plus péremptoire.

Nous disons donc que l'Etat sera héritier des gens non mariés et des familles qui n'ont pas trois enfants, y compris ceux qui sont prédécédés. Dans quelle proportion le sera-t-il ? Nous n'accorderons pas à l'Etat une part comparable à celle qu'a proposé M. Bokanowski, ainsi que nous l'avons déjà annoncé. Nous établirions quatre catégories de personnes : 1^o les célibataires et les non remariés que nous y avons assimilés, veufs ou divorcés à moins de trente ans ; 2^o les personnes mariées sans enfants et les non remariés y assimilés, veufs ou divorcés à plus de trente ans ; 3^o les successions dévolues à un enfant ; 4^o les successions dévolues à deux enfants.

Quelle serait donc la réserve de l'Etat dans chaque catégorie de successions ? Elles seraient respectivement : le tiers pour la première, un cinquième pour la deuxième, un septième pour la troisième, un neuvième pour la quatrième. On y remarquera que ces trois réserves ne sont pas progressives suivant l'importance du chiffre des successions, progressivité qui existe dans le système de nos impôts et qui est éminemment juste et conforme à notre idéal démocra-

tique. Or, cette progressivité subsistera, mais dans les droits de mutation qui resteraient tels qu'ils sont établis par l'article 11 de la loi du 31 décembre 1917.

Nous proposerions le maintien du nouvel impôt global sur le capital des successions créé par cette même loi et inversement proportionnel au nombre des enfants, qui ne ferait pas double emploi avec la réserve de l'Etat, bien préférable pourtant comme nous l'avons montré. C'est qu'en effet l'impôt global dont il s'agit, comme l'impôt de mutation, doit être considéré comme une charge fiscale instituée pour satisfaire des besoins fiscaux, charge permanente devant servir à figurer comme recette au budget de l'Etat. Ce fut bien la pensée prédominante des parlementaires qui votèrent ce complément à l'impôt de mutation. Les travaux préparatoires montrent que le souci de l'accroissement de la natalité n'était pas le but immédiat qu'il fallait atteindre, ce but c'était de réaliser le meilleur rendement possible de cet impôt.

L'institution de l'Etat héritier au contraire, est une pénalité temporaire et les parts de succession que l'Etat recueillerait ne devraient pas être considérées comme de nouvelles recettes, mais comme des ressources destinées à compléter l'institution nouvelle.

Cependant il nous paraît inadmissible que l'impôt global de la loi de 1917 frappe une famille de trois

enfants, que nous considérons comme *normale*. L'Etat n'aurait qu'à récupérer cette diminution de rendement en s'adressant aux successions de célibataires qu'il n'y a pas lieu de ménager. Nous n'avons pas d'ailleurs à entrer dans le détail de cette modification, qui serait une réforme purement fiscale.

De plus, les pouvoirs que posséderait l'Etat comme héritier lui profiteraient également en tant qu'il recouvrerait les droits de mutation, l'impôt global et pour vérifier la déclaration de succession à laquelle héritiers ou légataires universels seraient toujours tenus dans les six mois du décès. L'Etat bien qu'héritier lui-même n'aurait pas naturellement à coopérer pour sa part au paiement des dits droits qui seraient calculés, néanmoins déduction faite de la part de l'Etat.

M. Bokanowski n'admet pas le cumul des droits de mutation avec la réserve de l'Etat. Mais il supprime par là toute progressivité sans essayer de l'établir dans la part de l'Etat, ce qui, d'ailleurs, serait difficile ; en effet, le tarif des droits de mutation qui applique l'impôt progressif comprend douze tranches correspondant chacune à un degré de richesse et c'est une très grosse complication d'appliquer douze fractions différentes à chacune des quatre catégories de personnes que nous avons établies au point de vue de leurs charges de famille. Bien plus, la part de l'Etat n'est pas un impôt par sa nature,

qui se reconnaît par l'aspect extérieur à un pourcentage dans sa perception ; l'Etat remplace un enfant qui manque ; il a droit à une réserve non variable, avec le chiffre de la succession, quotité s'exprimant par une fraction et si cette fraction ne représente pas exactement la part d'un héritier réservataire réellement existant, c'est uniquement pour assurer l'efficacité pratique de la réforme comme nous l'avons expliqué plus haut.

CHAPITRE II

Nous entreprenons l'étude des diverses questions qui vont être traitées dans ce chapitre, afin de présenter un système aussi complet que possible. Nous venons de déterminer avec précision les différentes valeurs, de cette réserve de l'Etat.

Allons-nous appliquer cette réserve de l'Etat aux petites successions ? En d'autres termes, de même que l'institution de l'Etat héritier n'atteint pas ceux qui ne possèdent pas, penserons-nous qu'elle sera efficace à l'égard des petites successions ? Le député socialiste Brizon, au cours de la discussion de la loi du 31 décembre 1917, avait demandé qu'on exempte de l'impôt sur la succession, les successions de 1.000

à 2.000 francs, voulant protéger ainsi les petits patrimoines. Son amendement fut repoussé le 21 décembre 1917. Il ne se plaçait pas d'ailleurs au point de vue de l'efficacité du but moral de la réforme, seul but qui nous intéresse ici. On pourrait dire qu'elle empêcherait l'éclosion des petits patrimoines, puisqu'ils se trouvent lourdement grevés par l'impôt et la pénalité de notre institution, au moment où ces patrimoines cherchent précisément à se former, au moment où des non-possesseurs accèdent à la propriété. Mais nous ne croyons pas que la charge soit si lourde pour décourager ces nouveaux possesseurs telle qu'elle se trouve établie. De plus, il est bien difficile de fixer une limite équitable entre les grands et les petits patrimoines, d'autant plus que cette limite varierait constamment avec les fluctuations de la valeur de l'argent.

Sur quoi se prendrait cette réserve ? Ce serait sur l'ensemble de la succession : cette part de l'Etat serait donc calculée au préalable d'après la fraction à laquelle il a droit. Sur le reste seraient calculés la réserve des héritiers du sang, qu'elle aille à des descendants ou à leur défaut à des ascendants ainsi que le disponible, qu'il faille appliquer le disponible de droit commun ou le disponible entre époux. Par suite, le concours de l'Etat réduit à la fois la part des réservataires légitimes et la quotité disponible attribuée aux légataires.

A côté des droits de mutation perçus comme par le passé, de cette institution d'une réserve de l'Etat, dans les cas où elle s'applique, on pourra trouver à l'ouverture d'une succession, un testament contenant des libéralités à l'égard d'un établissement public, émanation de l'Etat, à l'Assistance publique du département de la Seine par exemple. Or, ne faudrait-il pas déduire de la part de l'Etat le montant des libéralités en question ? Si on n'opère pas cette déduction ne va-t-on pas diminuer dans une large proportion les donations qui aident puissamment à vivre les établissements publics dont s'agit, faites la plupart du temps par des personnes qui ont peu ou pas de charges de familles ? Ce raisonnement est parfaitement exact, mais si on opérât cette réduction, le système des primes à la natalité que nous préconisons comme emploi des sommes recueillies par l'Etat comme héritier, serait singulièrement compromis. Si les établissements publics et même des établissements privés reconnus d'utilité publique en souffrent, l'Etat y pourvoira surtout en ce qui concerne les hôpitaux, en créant des taxes nouvelles avec affectation spéciale, bien qu'à l'heure actuelle les tendances de notre législation fiscale ne soient pas d'affecter tels revenus à la liquidation de telles dépenses déterminées. En conséquence, la réserve de l'Etat devrait toujours être prélevée sans imputation quelconque, et les libéralités à l'égard

des établissements publics devraient être imputées sur le disponible.

Arrivés à ce point de notre étude, pensons-nous que l'institution de l'Etat héritier se trouve à l'abri de toute fraude de la part de ceux qu'elle va atteindre ? Nous ne le pensons pas.

Il se présente d'abord une fraude assez facile et qui ne nécessitera que peu d'explications.

Un moyen pratique d'exhérer ses enfants, est d'aliéner ses biens à un étranger à la succession moyennant une rente viagère. Or, le père de famille qui n'a pas d'enfants ou le célibataire pourrait bien employer ce moyen si simple de déshériter pour ainsi dire l'Etat. Devrait-on introduire ici une disposition d'exception en faveur de l'Etat qu'on n'a pas osé inscrire en faveur des enfants ? Faudrait-il interdire le contrat de rente viagère à titre onéreux ? ou tout au moins restreindre la portée de l'article 1968 du Code civil ? Il va falloir faire une transaction entre deux principes, d'une part, il ne faut pas qu'on puisse se servir du contrat en question pour faire brèche à l'institution de l'Etat héritier. D'autre part, on ne peut le supprimer, alors qu'il permet à des gens âgés d'augmenter leurs revenus pendant leurs vieux jours. Nous croyons qu'on pourrait laisser les particuliers user de ce contrat comme par le passé, à condition que la constitution de la rente ne porte que sur les biens du constituant, déduction faite de la

part de l'Etat héritier présomptif de par la loi.

L'adoption est une institution de notre Code, qui est à l'heure actuelle assez désuète. Mais comme l'adopté a, dans la succession de l'adoptant, tous les droits d'un enfant légitime (art. 350, C. c.) on peut prévoir que des personnes auxquelles il manque un enfant légitime s'empresseraient de recourir à l'adoption, préférant que leur succession aille à un étranger qu'ils affectionnent plutôt qu'à l'Etat. Devons-nous laisser ces personnes profiter de ce calcul ?

Afin de pouvoir prendre une décision, il faut considérer quelles sont les personnes susceptibles d'en profiter. Les célibataires peuvent adopter. Il est tout naturel de décider que l'adoption par eux faite d'un enfant légitime n'aurait aucun effet pour faire diminuer ou même supprimer la part de leur succession attribuée à l'Etat. Ils auraient au point de vue qui nous occupe les mêmes avantages que les gens mariés tout en éludant les charges du mariage. Il en serait de même s'ils voulaient adopter non un enfant légitime, mais leur enfant naturel, puisque la jurisprudence admet cette adoption ; voyez un arrêt de la Chambre des Requêtes du 3 juin 1861 dans D. 61. 1. 336. L'adoption ne pourrait conférer à l'enfant naturel du célibataire l'égalité avec l'enfant légitime que nous lui avons déjà refusée.

Après les célibataires, les gens mariés peuvent adopter ; ils peuvent le faire même conjointement

d'après l'article 344 du Code civil, mais à condition qu'ils n'aient pas d'enfants légitimes au moment de l'adoption (art. 343, C. c.). Leur enfant adoptif devra-t-il tenir exactement la place d'un enfant légitime ? S'il s'agit de gens mariés qui ne peuvent pas avoir d'enfants pour des raisons indépendantes de leur volonté, nous devons répondre affirmativement. Mais il y a une catégorie de ménages assez égoïstes pour ne pas avoir d'enfants, parce qu'ils n'en veulent pas. Aussi afin de ne pas assurer à ces gens-là un privilège inique en leur appliquant le même régime de faveur, il faut apporter au droit commun des dérogations telles que les charges résultant de l'adoption équivalent à peu près à celles d'élever un enfant. Ainsi ces ménages préféreraient encore élever un enfant de leurs œuvres qu'accueillir un étranger, pour éviter la déchéance qui les frapperait.

En conséquence, l'adoption pour être considérée comme opérante devrait être précédée de la tutelle officieuse, c'est-à-dire de l'adoption d'un mineur. L'article 361 du Code civil, exige que l'on ait plus de cinquante ans pour exercer cette tutelle. C'est cette disposition qu'il s'agirait de modifier. Les rédacteurs du Code ont pensé qu'à partir de cinquante ans l'adoptant avait peu de chances d'avoir des descendants légitimes. C'est là une limite toute arbitraire et ceux qui ne peuvent pas fonder une famille s'aperçoivent de cette incapacité beaucoup plus tôt. En

tous cas, on ne peut accorder, la faveur dont s'agit, aux ménages sans enfants qu'autant qu'ils se chargent de bonne heure de l'enfant adoptif. Il faudrait donc autoriser l'exercice de la tutelle officieuse à partir de trente ans. Mais il faut aussi déjouer la combinaison de ceux qui attendraient l'échéance la plus éloignée pour contracter cette charge. L'exercice de la tutelle officieuse serait donc inopérante quand elle aurait été contractée après l'âge de trente-cinq ans chez le tuteur. Il importerait de plus que le tuteur recueille le mineur quand ce dernier est très jeune, afin que la charge de la tutelle soit rendue la plus lourde possible. Bien que le droit commun veuille que le pupille ait moins de quinze ans (art. 364) il faudrait abaisser cette limite et ne pas tenir compte du pupille pris en tutelle quand il a dépassé dix ans.

Pour le reste la tutelle officieuse suivrait les règles du droit commun : quand elle a duré cinq ans au moins, elle rend possible l'adoption testamentaire. Mais cette adoption n'est valable que si le défunt ne laisse point d'enfants légitimes ; car il se pourrait que des enfants soient nés depuis le moment où le défunt se chargera de la tutelle. Cette hypothèse, d'ailleurs peu fréquente, pourrait néanmoins provoquer une autre dérogation au droit commun de l'article 366. L'adoption testamentaire pourrait alors être tenue pour valable. Sans cela, en effet, on pourrait craindre que le tuteur officieux change de men-

talité le jour où il devient tuteur de deux enfants dans la crainte que si par hasard il lui survenait un descendant, il ait assumé une charge inutile. Si le tuteur officieux vit encore, à la majorité du pupille (art. 368), il devra employer les formes de l'adoption ordinaire et le pupille devra consentir à cette adoption, ce qu'il fera presque toujours, étant donné qu'il ne recueille que des avantages en agissant ainsi.

Après avoir déterminé les conditions dans lesquelles les ménages sans enfants pourront adopter, il faut se demander dans quelles familles ils pourraient choisir l'enfant adoptif. Il faut que cette adoption favorise indirectement la natalité dans les autres familles, ou tout au moins soulage la famille à laquelle on s'adresserait et, pour réaliser cette condition, il faudrait choisir l'enfant adoptif dans une famille nombreuse, voire même très nombreuse, famille qui devrait avoir un nombre minimum d'enfants, six par exemple.

Ainsi d'une manière générale, l'adoption serait une faveur pour les ménages sans enfants sans que cette faveur ne nuise le moins du monde à la natalité.

Cette faveur n'aurait plus sa raison d'être à l'égard des ménages qui ont déjà des enfants, car ce serait substituer l'adoption à l'accroissement de la natalité.

CHAPITRE III

Supposons que l'institution de l'Etat héritier soit établie, à peu près sur les bases précédemment indiquées, il reste à nous demander à quoi vont être employées les valeurs énormes qui vont être ainsi dévolues à l'Etat. Vont-elles aller grossir les recettes du budget ? Il en a tant besoin ! Non, le but de cette réforme n'est pas mitigé comme celui de l'établissement de l'impôt global sur la succession à la fois fiscal et social. Il faut compléter cette œuvre de régénération de la natalité française et on ne pourrait le mieux faire qu'en faisant servir les richesses que l'Etat acquerrait à la création d'un système de « primes à la natalité ».

Nous n'allons pas entrer dans l'exposé détaillé de tout ce qui a été écrit au sujet des primes ; cet encouragement direct aux familles nombreuses est celui même qui aurait le plus d'influence chez les familles pauvres, sans que ce remède économique puisse néanmoins se suffire à lui-même comme toute mesure prise pour arriver aux fins en question. Afin d'en faire bien saisir la nature, nous citerons les propositions les plus récentes faites au Parlement. Ce sont

des allocations accordées au père de famille, lors de la naissance d'un enfant. Le 28 mai 1912, M. Messimy propose l'attribution immédiate d'une allocation ou d'une pension viagère aux mères de famille lors de la naissance de chaque enfant en sus du troisième (*J. off.* Annexe n° 1936). Si cette pension viagère était modelée sur le système des retraites ouvrières, nul doute qu'elle eût été impopulaire, ajoute M. Leroy-Beaulieu en commentant cette proposition.

Tout récemment, le 28 janvier 1919, un grand nombre de députés ont signé le texte de proposition suivant, qui fut renvoyé à la Commission de Prévoyance et d'Assurances sociales : « Il est attribué à tout chef de famille française, à titre d'indemnité de famille, une allocation annuelle de 120 francs pour le deuxième enfant, 240 pour le troisième, 360 pour le quatrième et 480 francs pour chaque enfant en sus... » Quand l'enfant atteint seize ans, la prime cesse d'être versée ; l'exposé des motifs constitue une étude très approfondie de la crise de la natalité, telle qu'elle se présente, telle qu'elle se présentera au lendemain de la guerre et des diverses mesures prises précédemment en faveur des familles nombreuses. Mais le total des primes atteindrait 1392 millions !

Ce moyen de favoriser les naissances a été le plus souvent écarté, faute de ressources pour l'appliquer, bien que le budget contienne des primes dont l'uti-

lité est actuellement mince à côté de la question vitale de la natalité. Ne citerions-nous que les primes à la culture des vers à soie et à la marine marchande ! Or les ressources qui manquent, l'Etat héritier nous les procure abondamment. M. Bokanowski prévoyait que l'Etat recueillerait deux milliards. Tel que nous avons modifié son projet, l'Etat ne serait pas loin de recevoir un milliard. M. Bokanowski d'ailleurs ne prévoyait nullement un tel emploi de cette nouvelle fortune de l'Etat. Sans doute pensait-il aussi en bon parlementaire que c'était là un excellent moyen d'équilibrer le budget. Il faut envisager la question sans s'occuper de la fiscalité. Par les impôts successoraux qui coexistent avec notre institution, l'Etat ramasse déjà de belles recettes et la portée de la réforme serait d'autant plus haute, que ceux qui sont frappés par elle, penseraient qu'une partie de leur fortune va à ceux qui n'ont pas oublié leur devoir social.

Nous ne revendiquons pas d'ailleurs la primeur de cette idée de justice sociale ; M. de la Grasserie, qui le premier a vu la déchéance à appliquer aux familles à « moral restreint », a entendu que le résultat de cette déchéance ne profite pas à l'Etat, mais à ceux qui ont rendu service à la Nation en ayant le courage d'élever des enfants ; l'Etat pour lui ne serait qu'un intermédiaire : d'après ce système, il ne s'agirait pas de frapper les personnes de leur vivant,

mais à leur décès. Une partie de leur succession serait déplacée et irait grossir la part de ceux qui auront plus de trois enfants, non pas d'une manière directe comme dans le système Doucet, mais par cet intermédiaire de l'Etat. Ces parts de successions, dont certains citoyens seraient déchus, seraient versées à une caisse spéciale distincte du Trésor. Pratiquement, ces sommes serviraient à servir des pensions aux vieillards de plus de soixante-dix ans qui auraient élevé un certain nombre d'enfants et à acheter des terres aux enfants des citoyens qui auraient plus de trois enfants.

L'idée de M. de la Grasserie est féconde, mais la solution pratique qu'il indique nous semble quelque peu erronée et utopique. Il va sans dire que c'est une pensée très charitable de s'occuper de l'assistance aux vieillards. Mais il est bien plus pratique d'assister ces citoyens de familles nombreuses avant qu'ils atteignent soixante-dix ans, d'autant plus que tous n'arriveront pas à cet âge. Il faut les assister à mesure qu'ils acquièrent cette famille nombreuse. Quant à la forme sous laquelle cette assistance se manifesterait, il importe, avant de vouloir faire accéder ces citoyens à la propriété ou de faire augmenter la leur, par l'achat de terres, de leur donner de quoi assurer, en partie du moins, la nourriture et l'entretien des enfants qu'ils ne craignent pas de faire naître.

Voici donc comment est née cette idée de faire servir le produit des déchéances successorales à l'établissement de primes. On ne pourra plus alors reprocher à ces dernières d'être des compensations trop faibles, parce que disproportionnées, avec les ressources budgétaires, comme le faisait encore le Dr Guéniot à l'Académie de Médecine, alors qu'elle s'occupait en pleine guerre de la dépopulation. Nous serions donc à même de pouvoir réaliser la formule votée par la savante compagnie sur la proposition du professeur Quénu. « Pour combattre la volonté de ne pas avoir d'enfants, il convient de compenser par une allocation suffisante les charges pécuniaires qu'entraînent la naissance et l'éducation d'un enfant dans les familles privées de ressources... » (Voir l'article critique du professeur Berthélémy dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1918.)

Nous proposerons donc un système dont l'efficacité soit subordonnée à ce principe que la prime ne doive pas paraître quelque chose de négligeable au père de famille qui envisage les dépenses que vont lui causer la naissance et l'entretien d'un enfant.

Mais entrons dans les modalités de l'application. Qui donc devrait répartir ces primes ? Si l'Administration de l'Enregistrement est la plus qualifiée par les connaissances juridiques de ses agents pour recueillir les parts de succession échues à l'Etat et pour les administrer comme elle administre le

domaine privé de l'Etat, il ne s'ensuit pas qu'elle le soit pour assurer cette œuvre de prévoyance sociale qu'est l'attribution des primes. Il faudrait donc confier ce soin à une caisse autonome dépendant néanmoins de l'Administration des Finances, qui répartirait elle-même les fonds dans des caisses régionales, suivant leur besoins. Une caisse pourrait être ainsi constituée dans chaque département.

Doit-on faire bénéficier toutes les familles de ces primes ? M. P. Leroy-Beaulieu, dans son livre sur la population, pense qu'elles devraient être obtenues de plein droit sans considération de la fortune, sinon la prime perdrait son caractère de certitude, n'écherrait plus qu'à la faveur. Nous estimons au contraire que là où il y a des revenus suffisants, il est inutile d'accorder un subside. M. Leroy-Beaulieu ajoute que les familles opulentes abandonneraient généralement la prime pour l'accorder à un fonds supplémentaire servant de complément à celui destiné à les alimenter. Nous croyons que le savant économiste compte beaucoup trop sur les sentiments d'altruisme de ses contemporains ! La prime aurait toujours son caractère de certitude et n'écherrait pas à la faveur, puisque les caisses régionales auraient à appliquer des règles strictes sur l'attribution de ces primes. Nous proposons un critérium très simple pour que l'on puisse savoir quelles familles ont besoin de primes et quelles autres ne peuvent la réclamer ; la

loi du 15 juillet 1914 établissant l'impôt général sur le revenu, complétée par la loi du 31 juillet 1917, établit une limite minimum comme chiffre de revenu net, au-dessous de laquelle le contribuable n'est pas atteint par cet impôt, limite qui augmente d'ailleurs avec les charges de famille. Or, nous croyons que ceux-là seuls qui ont un chiffre de revenus net dépassant la limite en question n'ont pas besoin d'être aidés, que ce serait inutile, car plus la richesse est grande dans une famille, plus un enfant coûtera à élever et moins l'aide qu'apportera la prime fixe à la natalité sera efficace. En excluant ainsi une catégorie d'ayants droit par leur charge de famille, nous pourrions augmenter la prime destinée à aider les ayants droit qui en ont le plus besoin.

A partir de combien d'enfants, pourrait-on y avoir droit ? Nous avons déjà dit que nous considérons comme une famille normale, celle de trois enfants. Au troisième enfant, le père de famille n'est plus frappé par aucune déchéance. Ces primes auront pour but de provoquer la venue du troisième enfant et en cela nous sommes d'accord avec M. Leroy-Beaulieu quant à ce but. Mais dans les familles qui ne laisseront pas de successions, il faut précisément provoquer la venue du troisième enfant en commençant à donner la prime à partir de cet enfant.

Voici quel est le système de M. Leroy-Beaulieu : chaque nouvel enfant, en sus du deuxième, vaudrait

à ses auteurs une prime annuelle de 500 francs, dont 300 dans le mois de la naissance, et 200 francs au bout d'un an. Les départements ou communes pourraient, soit facultativement, soit obligatoirement, y joindre quelque allocation en espèces ou en nature (linge) ; l'Etat aurait eu ainsi à faire face à une dépense de 185 millions en tenant compte du nombre de naissances en 1910.

Or, il est évident que le montant d'une telle prime est radicalement insuffisant. Nous pouvons proposer une augmentation de la prime, car nos ressources seraient plus abondantes et de plus pourquoi vouloir que les familles aient un nombre d'enfants très grand ? Il vaut mieux accorder une large compensation aux familles moyennes et dans ce but nous proposerions de primer seulement les troisième, quatrième et cinquième enfants. Au-delà, d'ailleurs, les enfants d'une famille nombreuse peuvent être adoptés par les gens mariés sans enfants et c'est favoriser ainsi indirectement l'accroissement de ces familles. A chaque enfant, en sus du deuxième et jusqu'au cinquième inclusivement, il serait donc accordé une allocation de 1800 francs par an ; la première annuité devrait être payée à la naissance et les suivantes à chaque anniversaire de cette naissance, et ce jusqu'à ce que l'enfant ait atteint treize ans révolus, âge à partir duquel il peut commencer à travailler. Nous prenons pour base les chiffres de

naissances de 1910 donnés dans le projet Messimy ; sur 774.000 naissances en 1910, exception faite pour les mort-nés, il y en aurait 131.000 représentant le troisième enfant, 85.000 le quatrième, et 56.000 le cinquième ; la dépense totale serait de 408 millions par an et encore nous avons calculé comme si l'allocation devait être donnée à toutes les familles.

On voit donc qu'il y a une marge avec le total des valeurs dont l'Etat pourrait hériter. Cette marge constituerait, pour presque la totalité, un nouveau fonds destiné à alimenter les primes quand les héritages de l'Etat diminueraient, ce qui est le résultat cherché. On pourrait laisser une petite part annuelle au budget, part à déterminer pour le dédommager de la suppression de l'impôt global, pour les successions dévolues à trois enfants. De cette manière il nous semblerait que le système des primes viendrait compléter heureusement l'institution de l'Etat héritier.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il nous faut résumer les diverses modifications du régime successoral qui nous paraissent propres à avoir une influence sur la question de la natalité chez les classes possédantes. Rappelons encore la distinction à faire au sein de celles-ci.

Certaines personnes, les moins nombreuses malheureusement que l'on trouve surtout dans les classes rurales et dans certains départements comme la Bretagne, la Vendée, la Corrèze, ont conservé une tradition familiale et une autorité paternelle intangibles. Là il y a une forte natalité et le principal souci du père de famille est que son domaine ne soit pas divisé à sa mort, et il veut donner la continuation de sa mise en valeur au fils le plus capable, tout en essayant de retenir les autres comme collaborateurs de ce fils. Bien que la grande ville attire de plus en plus ces travailleurs de la terre, il faut favoriser les desseins de ces pères de famille courageux et prévoyants.

A cette fin, il faut favoriser les arrangements de famille dans une mesure plus grande que celle où

ils sont permis actuellement : il faut rendre moins étroite cette règle de l'interdiction des pactes sur successions futures, autoriser le partage judiciaire par attribution et non par lotissement, engager les notaires de campagne à faire connaître la loi sur le bien de famille de 1909, qui peut rendre de grands services aux petits propriétaires et à conseiller à leurs clients l'emploi des conventions d'indivision, dans les cas où la loi du 30 novembre 1894 et celle du 12 avril 1906 ne s'appliquent pas.

On pourrait même permettre au testateur d'imposer les conventions d'indivision, par une loi interprétative de l'article 815 du Code civil. En effet, la jurisprudence tend à donner l'interprétation contraire (Cour de Metz, 3 juillet 1895. D. 56. 2. 204) se basant sur ce que le père de famille agirait ainsi à l'aveugle. C'est vraiment faire bon marché de la volonté paternelle et de ses projets, en général, sagement conçus. De même que le père dirige ses enfants vers telle ou telle carrière, il est bien en droit de juger suivant quelle modalité il doit laisser ses biens à ses enfants. C'est d'ailleurs une controverse sur laquelle je n'insisterai pas dans un résumé d'ensemble, mais dans laquelle je n'ai pas hésité à prendre parti afin de favoriser les conventions d'indivision.

J'arrive au deuxième terme de ma distinction entre les classes possédantes. Les autres familles,

qui augmentent sans cesse en nombre, se trouvent partout et étalent partout leur égoïsme en limitant leur descendance. Contre ces dernières, il faut modifier d'une manière importante le régime successoral et nous nous sommes étendus longuement sur cette institution fondamentale de l'Etat héritier, applicable à tout célibataire, veuf ou divorcé, à tous ménages sans enfants, à toute famille qui n'a pas ou qui n'a pas eu trois enfants, mais à condition que cette institution ne soit pas considérée comme un impôt nouveau et que les sommes, dont l'Etat hériterait, soient affectées à allouer des primes à la natalité. Ainsi cette institution ne serait pas une confiscation pure et simple des fortunes privées pour équilibrer le budget.

Le Dr Jacques Bertillon, dont la haute autorité n'est plus à déclarer dans la question de la natalité, vient lui-même de reconnaître la valeur de ce système. A travers la disparition incessante et inéluctable des individus, la nation ne se perpétue seulement que si la génération qui disparaît a donné vie à une génération aussi nombreuse qu'elle ; c'est à quoi tend la mesure énergique que nous avons étudiée.

Le problème de la population sera le problème fondamental de notre politique future, idée qui a été développée brillamment par le député Landry dans un article de la *Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1918.

Nous ne pourrions mieux terminer qu'en citant l'appel éloquent et très optimiste du président Deschanel à Nancy. « C'est une croisade pour la vie ! nous serons dignes de nos morts dont le sang crierait contre nous, si nous n'achevions leur ouvrage. »

Vu : le Président de la thèse :

ALBERT FAVRE

Vu : Le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le vice-recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

- Planiol.* — Eléments de droit civil, t. III.
Wahl (A.). — Traité de droit fiscal, 1902-1906.
Rapport du Directeur de la Statistique générale de la France
(J. Off. du 25 juin 1914).
Mouvement de la population de la France (J. Off. du 7 oct.
1919).
Colin (A.). — Grande revue, mars 1903 : la natalité et les
lois successorales.
— Le Livre du Centenaire.
Jung (J.). — Famille. Population. Paris, 1904.
Brandt (de). — Droit et coutumes des populations rurales
en matière successorale, 1901.
Van den Smissen. — La population en France. Paris et
Bruxelles, 1893.
Nast (A.). — Thèse de Paris, 1905.
Berthélémy. — Thèse de Paris, 1911.
Garrigou. — Thèse de Paris, 1911.
Gallet. — Thèse de Poitiers, 1904.
Le Play. — Réforme sociale, 1892.
Levasseur. — La population française.
Worms (R.). — Natalité et successions, 1917.
Glasson. — Revue d'économie sociale, juillet 1889.
Garnier. — Thèse de Paris, 1911.
Leroy-Beaulieu (P.). — Question de la population, 1913.
May. — Eléments de droit Romain.

- Gantillon (L.)*. — L'Etat successeur, 1910.
Grasserie (R. de la). — Population.
— Psychologie de l'eunuchisme et du célibat, 1912.
Thaller. — Réforme sociale, décembre 1897.
Pannetier. — Thèse de Paris, 1919.
Fenolhac. — Thèse de Paris, 1919.
Toutée. — Rapport à l'Académie des sciences morales et politiques. Paris, 1903, brochure.
Dalloz. — Code civil annoté.
— Dictionnaire pratique de droit, 1907.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
La diminution de la Natalité avant la guerre de 1914-1919 et après.....	5
<i>Section I.</i> — Renseignements statistiques. Causes. Conséquences les plus générales.....	6
<i>Section II.</i> — Délimitation du domaine de cette étude. Réformes successorales.....	9
<i>Section III.</i> — Lignes générales de cette étude.....	10

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — La liberté testamentaire.....	11
<i>Section I.</i> — Doctrine de Le Play et de son école...	11
<i>Section II.</i> — Critique....	11
<i>Section III.</i> — Ce que l'on peut retenir de cette doc- trine	12
CHAPITRE II. — La conservation de la petite propriété rurale.....	17
<i>Section I.</i> — Système Glasson.....	17
<i>Section II.</i> — Législation sur les habitations à bon marché.....	18
<i>Section III.</i> — Le bien de famille.....	20
<i>Section IV.</i> — Modifications des conditions du par- tage judiciaire.....	22
<i>Section V.</i> — Critique de l'ensemble de ces dispositions et projets.....	23

CHAPITRE III. — Modifications de la succession <i>ab intestat</i> en faveur des successibles à familles nombreuses et proportionnellement à ces charges de famille.....	25
<i>Section I.</i> — Lois caducaires.....	25
<i>Section II.</i> — Examen critique du projet Doucet ...	25
<i>Section III.</i> — Projet du colonel Toutée.....	27
<i>Section IV.</i> — Critiques : celles que l'on doit retenir et celles que l'on ne doit pas retenir.....	31

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Doctrines visant à une intervention de l'Etat de plus en plus prononcée contre les familles peu nombreuses	33
<i>Section I.</i> — Limitation de la vocation héréditaire <i>ab intestat</i> quant au degré de parenté.....	33
<i>Section II.</i> — Elévation des droits de mutation.....	37
<i>Section III.</i> — Système de l'Etat héritier.....	39
CHAPITRE II. — Pourquoi nous avons adopté le système de l'Etat héritier.....	42
<i>Section I.</i> — L'Etat héritier dans le Code civil et la jurisprudence actuelle.....	43
<i>Section II.</i> — Mesure d'utilité publique temporaire sans essai de socialisation.....	45
CHAPITRE III. — Supériorité du système de l'Etat héritier au système de surélévation des droits de mutation	49
<i>Section I.</i> — Action en recouvrement des droits de mutation	49
<i>Section II.</i> — Action en pétition d'hérédité et action en réduction aux mains de l'Etat.....	53
<i>Section III.</i> — Prescription extinctive de ces actions.	53
CHAPITRE IV. — Droits et obligations de l'Etat héritier d'après le droit commun et dérogations à y apporter, comparés avec les lois contre la fraude fiscale.....	55

<i>Section I.</i> — Insuffisance de la répression de la fraude fiscale : modes de preuves imposés à l'Administration, dissimulations de passif et d'actif, suppression des titres au porteur, conventions internationales, droit d'investigation, ouverture des coffres-forts, serment fiscal et répression pénale, points spéciaux sur lesquels la répression a été plus heureuse.....	56
<i>Section II.</i> — Principes destinés à nous guider dans l'étude des droits de l'Etat, apposition des scellés.....	66
<i>Section III.</i> — Droit d'option de l'Etat et obligations aux dettes.....	72
<i>Section IV.</i> — Conditions du partage.....	73
<i>Section V.</i> — L'Etat réservataire.....	74
<i>Section VI.</i> — Réfutation des critiques adressées à la situation de l'Etat comme héritier.....	75

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Modifications à apporter au projet Bokanowski.....	81
<i>Section I.</i> — La part de l'Etat.....	81
<i>Section II.</i> — Les successions des célibataires, veufs et divorcés.....	83
<i>Section III.</i> — La famille normale.....	87
<i>Section IV.</i> — Situation de l'enfant indigne, de l'enfant naturel ; la représentation.....	90
<i>Section V.</i> — L'Enfant doit-il être vivant au moment du décès ?.....	92
<i>Section VI.</i> — Quantum de la réserve.....	99
CHAPITRE II. — Questions destinées à compléter notre système.....	99
<i>Section I.</i> — Réserve de l'Etat et les autres réserves.....	99
<i>Section II.</i> — Réserve de l'Etat et le disponible.....	100
<i>Section III.</i> — L'adoption et la réserve de l'Etat.....	101
CHAPITRE III. — Les primes à la Natalité.....	107
<i>Section I.</i> — Propositions de loi les plus récentes...	107

<i>Section II.</i> — Origine de notre projet.....	109
<i>Section III.</i> — Notre projet.....	109
CHAPITRE IV. — Conclusion.....	117
Résumé des mesures à prendre tant en faveur des familles nombreuses que contre les familles res- teintes, au point de vue successoral.....	117
BIBLIOGRAPHIE.....	121

IMP. JOUYE ET C^{ie}, 13, RUE RACINE, PARIS. — 4582-20
